

TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 306 - NOVEMBRE 2019

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 306

Viandes bovines

Jeunes bovins

France

- Modeste remontée saisonnière des cours

Europe

- Pression sur les cours

Femelles

France

- La décapitalisation s'accélère

Europe

- Prix toujours sous pression

Maigre

- Vers un hiver calme

Veaux de boucherie

- Sortie de crise en vue

Veaux nourrissons

- Conjoncture morose

Lait de vache

Collecte laitière

- En Europe, une hausse de production fragile
- Dans le monde : production en hausse sur la fin de l'année

Marché des produits laitiers

- Impact limité et contrasté de la loi EGALim sur le prix du lait en France

Consommation

- Les ménages français achètent toujours moins de produits laitiers, mais dépensent plus

Viande ovine

- La cotation de l'agneau français s'est redressée

France

- La cotation de l'agneau français s'est redressée

UE et monde

- Forte demande et disponibilités limitées

Lait de chèvre et viande

Lait de chèvre - France

- La baisse de collecte ralentit, mais l'approvisionnement reste tendu

Prix du lait de chèvre

- Légère revalorisation du prix de base du lait de chèvre

Coûts de production en élevages bovins, ovins et caprins

Du mieux en veau de boucherie, mais des lourdeurs en gros bovins

La sortie de crise est en vue pour le marché du veau de boucherie qui semble enfin assaini grâce à une baisse de l'offre notamment. Mais ce redimensionnement du marché continue de peser sur les cours des veaux de 8 jours qui ne décollent pas, d'autant que les prix des JB laitiers, sous la pression d'un marché des réformes déprimé, sont très inférieurs à ceux des années précédentes.

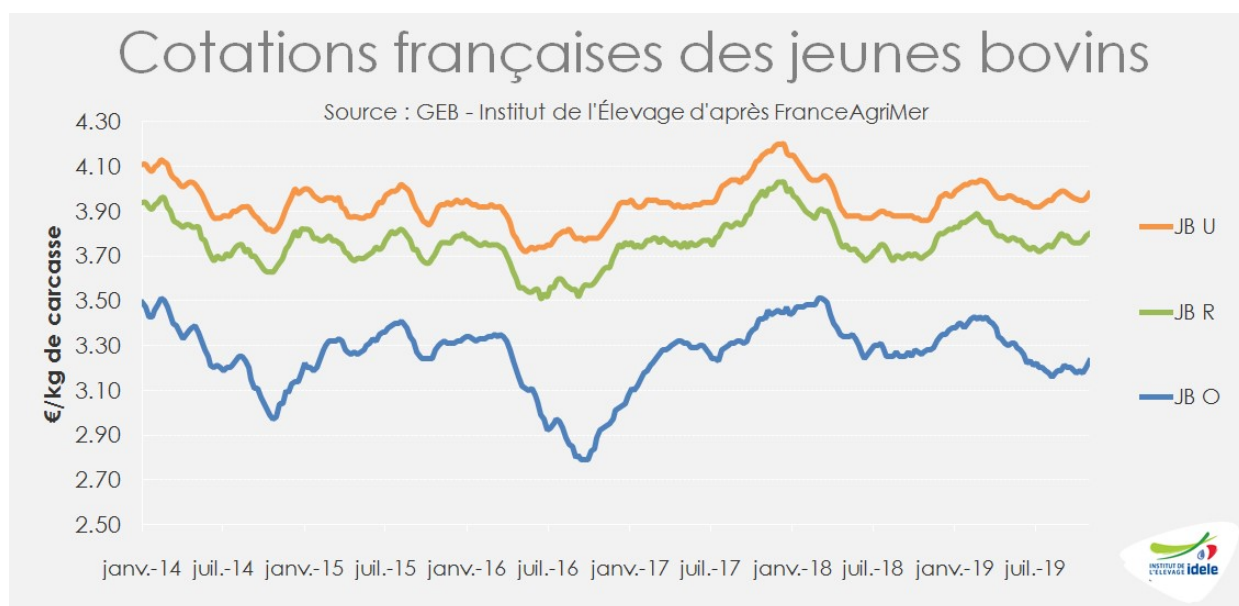
Le marché européen de la viande bovine est globalement lourd et ne profite pas de la hausse des prix du porc. La hausse de la production de jeunes génisses dans plusieurs États membres, permise par la décapitalisation allaitante en Irlande et en France, pèse sur les cours. Les exportations françaises de femelles maigres ont continué de croître fortement en 2019. Mais la baisse des naissances des derniers mois conduira à une baisse de l'offre française de brouards en 2020.

Viandes bovines » Jeunes bovins » France » Modeste remontée saisonnière des cours

Les cours des JB suivent leur hausse saisonnière. Toutefois, ils restent plus proches de leur mauvais niveau de 2018 que de leur bon niveau atteint en 2017. Certes, les sorties sont très ralenties en France, mais le marché européen est sous pression et les exportateurs peinent à trouver de la valeur.

Remontée saisonnière des cours

Après un fléchissement en septembre, les cours ont repris leur hausse saisonnière, mais à un rythme ralenti. La cotation du JB U a gagné 2 centimes en 4 semaines et celle du JB R 4 centimes, pour atteindre respectivement fin octobre 3,98 €/kg (+3% /2018 ; -4% /2017) et 3,80 €/kg de carcasse (+2%/2018 ; -4% /2017). Celle du JB O est remontée plus fortement (+5 centimes en 4 semaines), mais reste très basse (-2% / 2018 et -6% /2017), sous la pression du marché dégradé des réformes (voir l'article femelles en France).



Abattages toujours en baisse

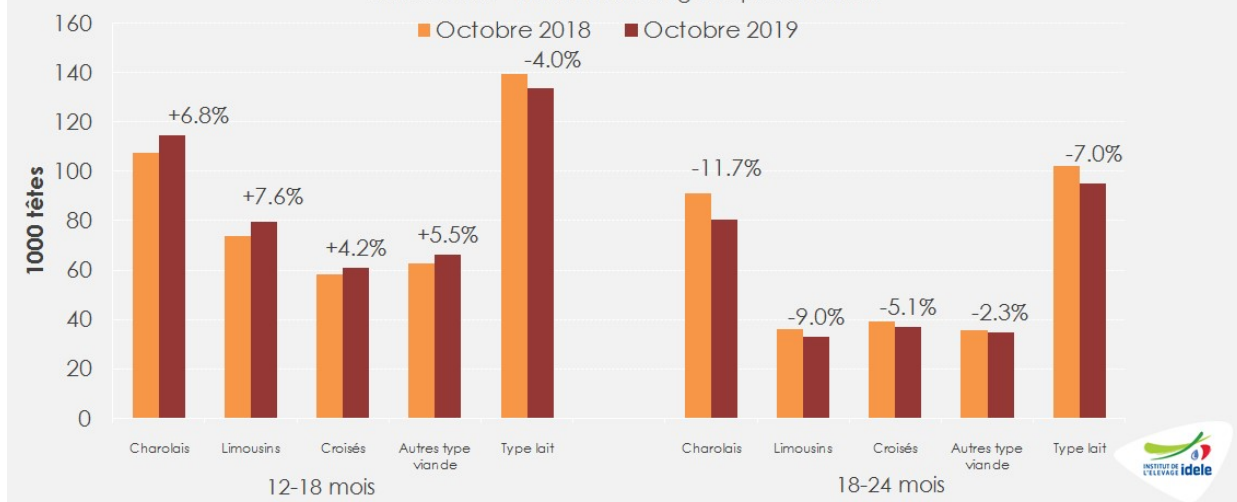
Sur les 5 dernières semaines connues (n° 41 à 45, soit du 7 octobre au 10 novembre), les abattages de JB de type viande étaient en baisse de 6% par rapport à 2018 et ceux de JB de race laitière en baisse de 9% d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev.

Sur les 10 premiers mois de l'année, 654 000 JB ont été abattus (-6% /2018), dont 510 000 de race à viande ou croisés (-5%) et 144 000 de race laitière (-8%).

Au 1^{er} octobre, la BDNI enregistrait une baisse prononcée dans les effectifs de mâles de 18-24 mois de type viande (-17 000 têtes). Les mâles de 12 à 18 mois de type viande étaient en revanche plus nombreux (+19 000 têtes) en raison du décalage des naissances dans le cheptel allaitant entre l'automne 2017 et le printemps 2018. Les mises en place de mâles laitiers ont poursuivi leur déclin (-7 000 têtes pour les effectifs de laitiers de 18-24 mois et -6 000 pour les 12-18 mois).

Effectifs de bovins mâles en BDNI

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Baisse des volumes exportés

La baisse des abattages de jeunes bovins conduit naturellement à une baisse des exportations françaises de viande bovine. Celles-ci ont chuté de 6% à 136 000 téc sur les 8 premiers mois de l'année, dont 124 000 téc de viande réfrigérée (-5%) et 12 000 téc de viande congelée (-22%). Les ventes de viande réfrigérée ont chuté de 8% vers l'Italie à 44 000 téc et de 7% vers l'Allemagne à 25 000 téc. Les volumes expédiés vers la Grèce se sont presque maintenus à 29 000 téc (-1% /2018).

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Pression sur les cours

L'offre supplémentaire en Espagne et en Irlande, ainsi que les prix bas polonais, pèsent sur le marché européen. Les cours allemands sont très en-deçà de leur niveau des années précédentes. Le marché italien semble partiellement épargné par cette pression générale. Toutefois, la hausse saisonnière des prix des JB est interrompue depuis 4 semaines et les prix des femelles montrent des signes d'essoufflement.

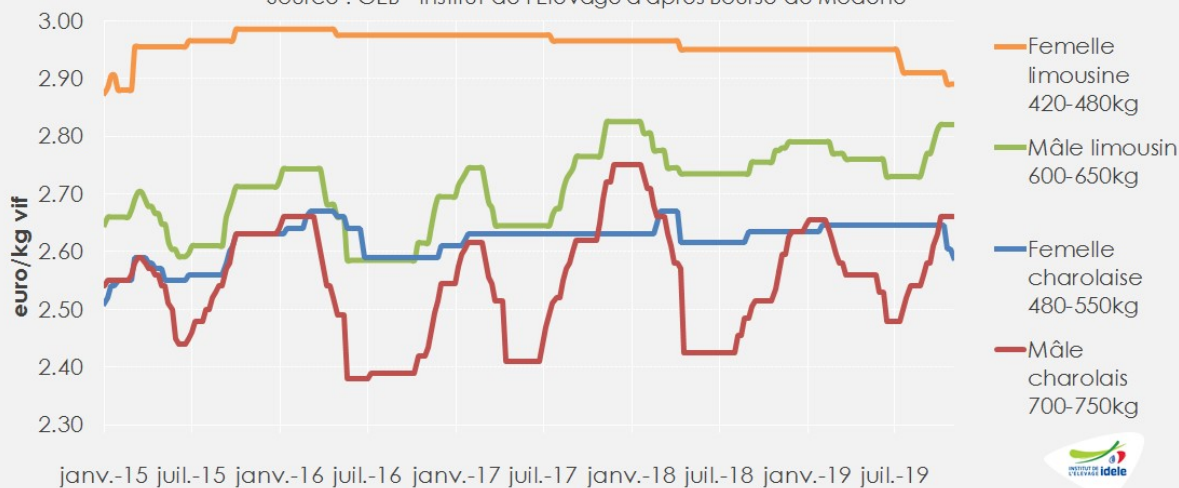
ITALIE : offre de femelles supérieure à la demande

En **Italie**, la production de jeunes bovins femelles a beaucoup augmenté ces dernières années et le marché semble montrer des signes d'essoufflement. Le nombre de femelles de 1 à 2 ans dans la BDNI italienne au 31 octobre, toutes races confondues, était en hausse de 30 000 têtes /2018. Ces femelles alimentent notamment le rayon « Scottona » (génisse) des GMS, qui s'est beaucoup développé depuis 3 ans, mais cet automne l'offre semble supérieure à la demande. Les opérateurs espèrent toutefois que l'arrivée des températures hivernales stimulera les achats. La cotation de la femelle charolaise a perdu 6 centimes en un mois, à 2,59 €/kg début novembre (-2% /2018 et 2017). Celle de la Limousine s'est érodée de 2 centimes, à 2,89 €/kg vif début novembre (-2% / 2018 ; -3% /2017).

La hausse saisonnière des cours des mâles est interrompue depuis 4 semaines. La hausse avait été forte en septembre en raison d'une baisse des sorties, mais le marché semble à présent plus équilibré. Le mâle charolais cotait 2,66 €/kg à Modène début novembre (-4% /2018 ; -1% /2017). Au 31 octobre, le nombre de mâles de 1 à 2 ans présents dans les ateliers d'engraissement était identique à l'an dernier, mais toujours en baisse par rapport à 2017 (-4%).

Cotations des jeunes bovins à Modène

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Bourse de Modène



Les importations italiennes de viande bovine ont totalisé 251 000 téc sur les 7 premiers mois de l'année (= /2018 ; +4% /2017), dont 199 000 téc de viande réfrigérée (= /2018). Avec 45 000 téc (+8%), l'origine Pologne devance très largement l'origine France (39 000 téc ; -9%). Les scandales sanitaires en Pologne n'ont eu aucune répercussion médiatique en Italie où les importateurs profitent ainsi de prix polonais encore plus bas que les années précédentes. Avec une production de JB en hausse et des prix déprimés, l'Irlande a également accru ses volumes sur le marché italien (+15% à 17 000 téc), de même que l'Espagne (+2% à 11 000 téc), et l'Argentine (+28% à 6 000 téc) où la forte dépréciation de la monnaie a accru la compétitivité sur le marché mondial.

POLOGNE : Les prix restent sous pression

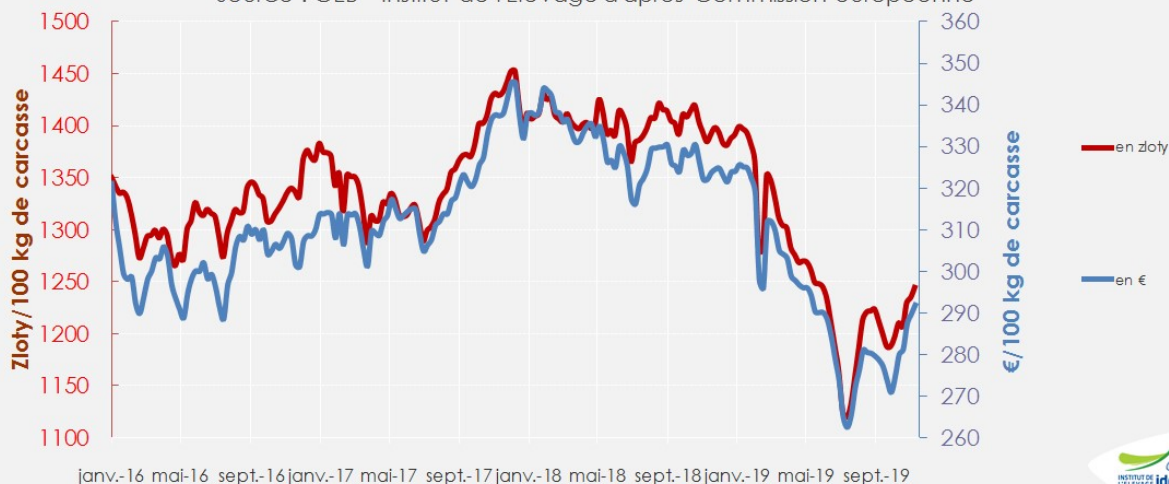
Malgré des flux ininterrompus vers l'Italie, les prix des JB polonais ont du mal à se remettre du scandale sanitaire de fin janvier, car d'autres pays clients ont fortement réduit leurs achats. Sur les 7 premiers mois de l'année, les exportations de viande bovine réfrigérée ont reculé de 15% à 169 000 téc. Elles ont baissé fortement vers les pays voisins de l'Est dans l'UE (-33% à 13 000 téc), vers l'Espagne (-20 % à 14 000 téc), le Royaume-Uni (-23% à 8 000 téc) et la France (-17% à 5 000 téc). Elles ont été totalement stoppées vers la Turquie qui avait importé 26 000 téc sur les 7 premiers mois de 2018. A l'inverse, les exportations de viande fraîche polonaise ont augmenté vers l'Italie (+5% à 48 000 téc), vers l'Allemagne (+12% à 29 000 téc) et vers les Pays-Bas (+21% à 18 000 téc).

Preuve de l'encombrement du marché polonais, beaucoup de viande a été congelée. La Pologne a ainsi exporté 77 000 téc de viande congelée sur les 7 premiers mois de l'année (+18% /2018 et +15% /2017).

Ces évolutions ont exercé une forte pression sur les prix. A 2,90 €/kg de carcasse fin octobre, la cotation du JB O était 16% sous son niveau des deux années précédentes.

Cotation polonaise du JB O

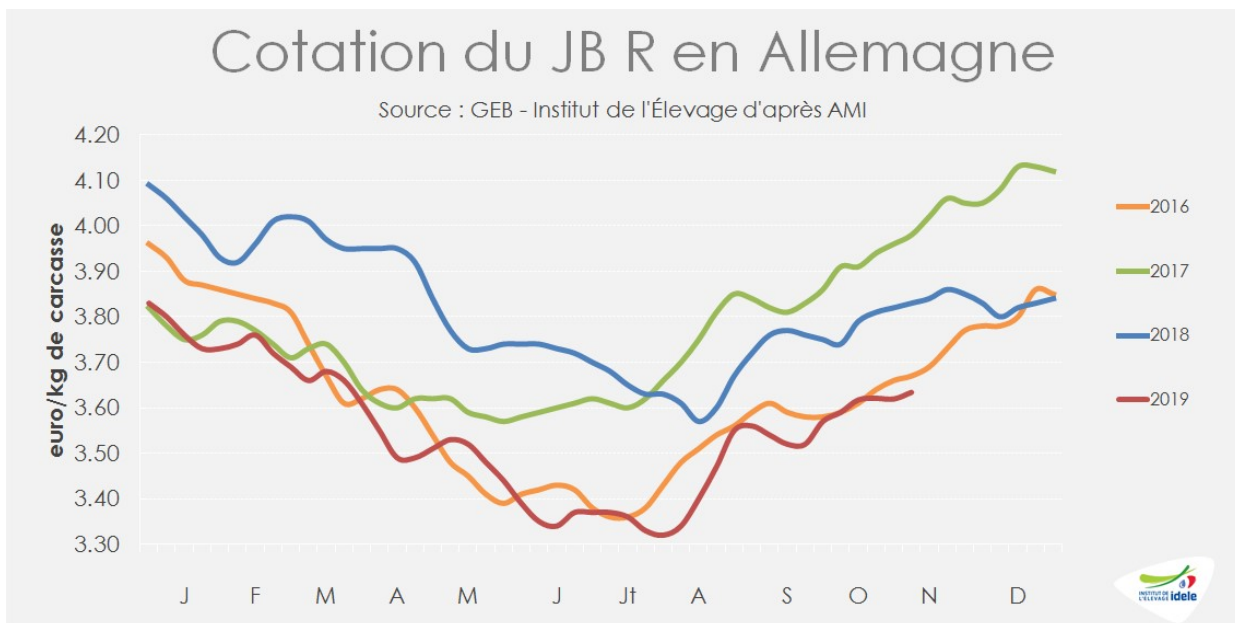
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après Commission européenne



ALLEMAGNE : les prix remontent mais restent bas

En **Allemagne**, la cotation du JB R a gagné 6 centimes en octobre, mais reste largement sous son niveau des années précédentes, à 3,70 €/kg de carcasse (-4% /2018 et -8% /2017).

L'offre abattue sur les 8 premiers mois de l'année est en légère hausse pour les mâles (+3% / 2018 à 329 000 téc) et en forte hausse pour les génisses (+8% à 117 000 téc) qui alimentent notamment le marché italien. En revanche, les importations de viande bovine sont orientées à la baisse (-5% à 230 000 téc pour la viande fraîche et congelée).



ESPAGNE : la hausse des abattages fait pression sur les prix

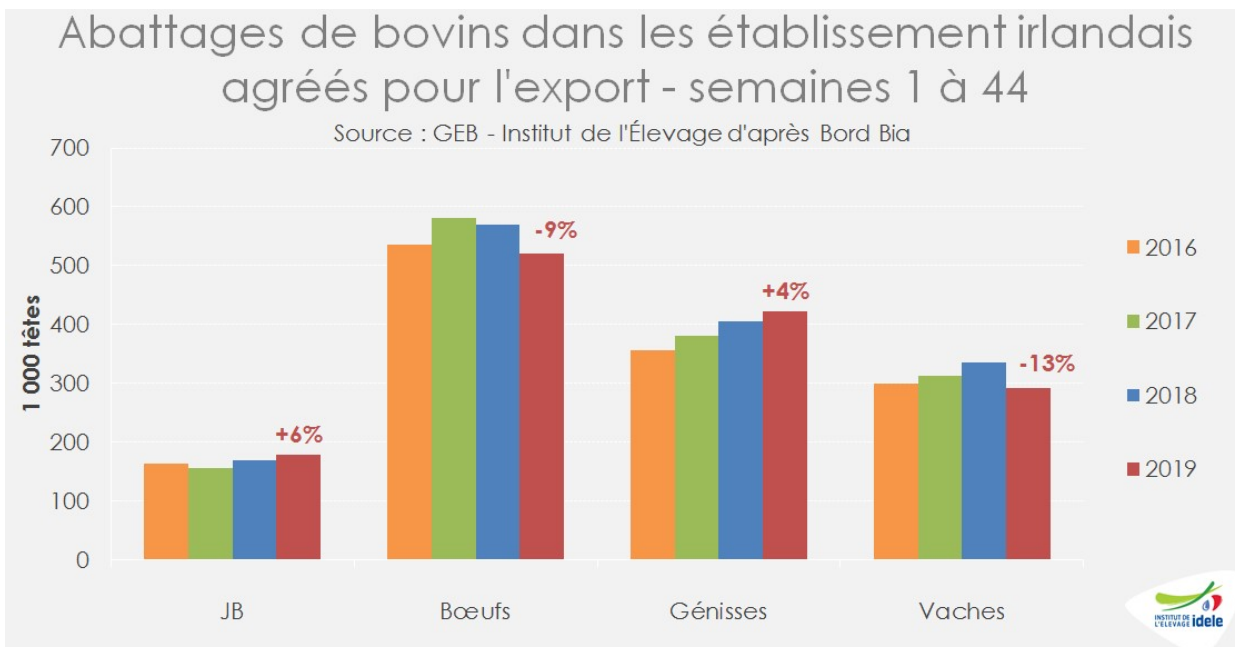
En **Espagne**, le fort ralentissement des ventes de bovins finis à la Turquie depuis l'automne 2018 a provoqué une forte hausse des abattages nationaux. Sur les 8 premiers mois 2019, les abattages de mâles non castrés ont bondi de +17% /2018 à 160 000 téc et ceux de génisses de +8% /2018 à 78 000 téc.

Ces volumes supplémentaires pèsent sur les cours. La cotation du JB R espagnol, à 3,44 €/kg est toujours sous pression (-7% /2018 et -10% /2017).

Avec des volumes supplémentaires disponibles à prix bas, les exportations espagnoles de viandes bovines (fraîches et congelées) ont bondi de +14% à 117 000 téc sur 7 mois, dont 36 000 téc de viande fraîche vers le Portugal (+12%) et 13 000 téc vers l'Italie (+16%).

IRLANDE : hausse de production, prix dégradés

En **Irlande**, la production de taurillons est en hausse. La perspective du *Brexit* a en effet encouragé de nombreux producteurs à diminuer la production de bœufs, principalement destinée au marché britannique, au profit de celle de taurillons, destinée aux marchés d'Europe du Sud. Ainsi, sur les 44 premières semaines de l'année, les abattages de taurillons dans les abattoirs agréés à l'export ont progressé (+6% /2018), alors que ceux de bœufs ont reculé (-9%). Les abattages de génisses poursuivent leur progression (+4%).



Ce surplus d'offre, ainsi que le ralentissement des ventes vers le Royaume-Uni plombent les cours. Le JB R cotait 3,20 €/kg fin octobre (-10% /2018), une baisse des cours qui touchent toutes les catégories et que les blocages d'abattoirs ne sont pas parvenus à stopper (voir article femelles en Europe).

Sur les 7 premiers mois de l'année, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée ont progressé de +4% à 218 000 téc. La baisse des envois vers le Royaume-Uni (-3% à 113 000 téc) a été largement compensée par des hausses vers les autres Etats membres, dont les Pays-Bas (+15% à 23 000 téc), la France (+11% à 22 000 téc) et l'Italie (+12% à 20 000 téc).

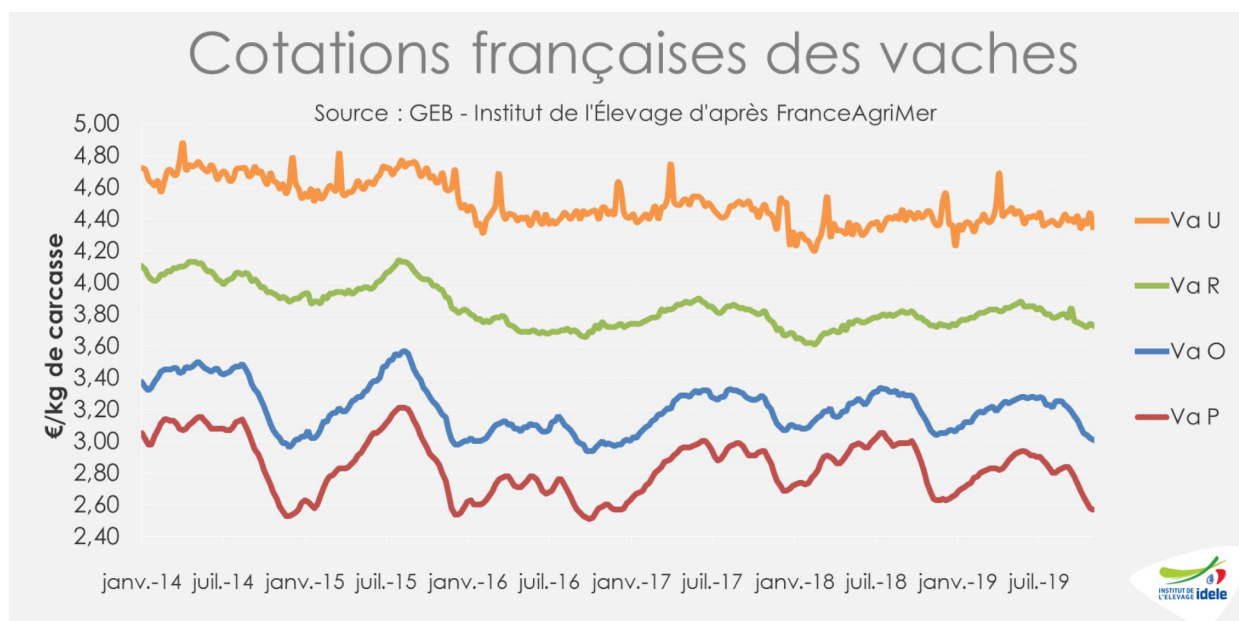
Viandes bovines » Femelles » France » La décapitalisation s'accélère

Sous la pression d'un marché européen en difficulté, les cours des vaches laitières poursuivent une baisse saisonnière marquée. Face à cette situation, les prix des allaitantes peinent à se maintenir. La décapitalisation s'accélère. Si les importations ont légèrement fléchi en août, la progression reste sensible depuis le début de l'année. La consommation calculée par bilan continue de se maintenir.

Prix des laitières sous pression

La baisse saisonnière des cotations des vaches laitières se poursuit de façon marquée. Face à un marché européen toujours déprimé, les cours sont désormais nettement inférieurs à ceux des deux années précédentes, notamment pour les moins conformées. La vache O a perdu 8 centimes sur les 4 dernières semaines (-2%) pour atteindre 3,01 €/kg de carcasse fin octobre (-2% /2018 et -7% /2017) quand la vache P en a perdu 12 (-4%) à 2,57 € (-4% /2018 et -11% /2017).

Cette situation commence à peser sur les cours des vaches de meilleure conformation. Les vaches R et U ont perdu 1 centime en 4 semaines à respectivement 3,73 €/kg début novembre (= /2018 et -1% /2017) et 4,35 €/kg (-2% /2018 et 2017).



Les abattages inférieurs aux niveaux élevés de l'année dernière

Dans un contexte de baisse globale des abattages depuis plusieurs mois, le nombre de gros bovins abattus a de nouveau diminué de -4% /2018 sur les 5 dernières semaines (semaines 40 à 44), d'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev. Pour les vaches laitières (-3% /2018) comme pour les vaches allaitantes (-1% /2018), les abattages sont inférieurs aux niveaux élevés de l'an dernier. Même constat pour les abattages de génisses de type viande (-5% /2018).

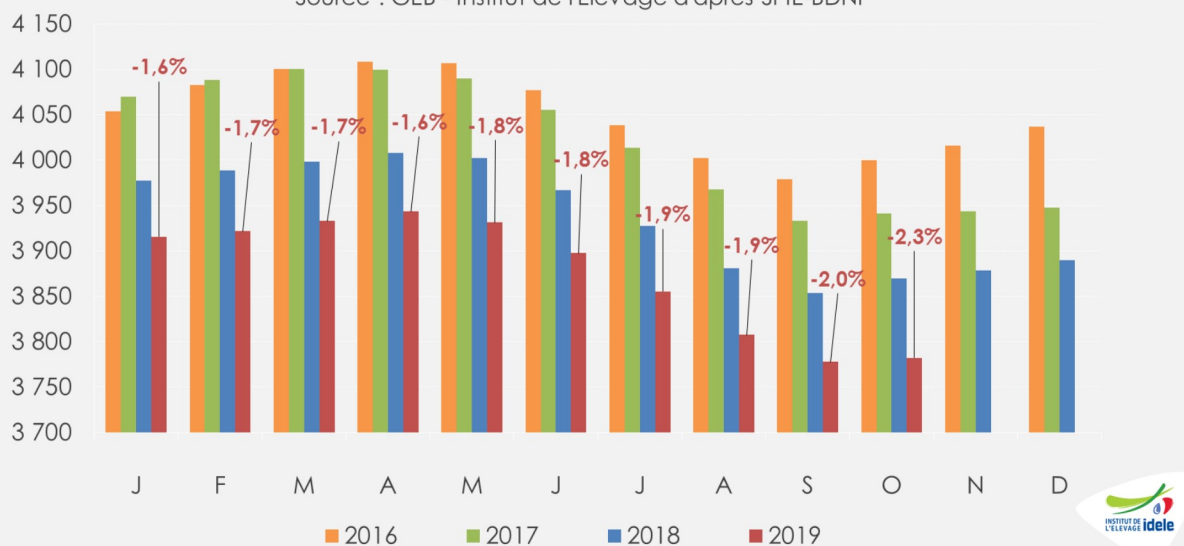
Nouvelle accélération du rythme de la décapitalisation

Le rythme de la décapitalisation allaitante progresse pour le 2^{ème} mois consécutif. Ainsi, le cheptel de vaches allaitantes ne comptait plus que 3,78 millions de têtes au 1^{er} octobre, soit 87 000 têtes de moins qu'un an auparavant, (-2,3% /2018 contre -1,8% au début de l'été).

Car, entre janvier et septembre, la baisse des sorties (-10 000 têtes /2018) n'a compensé que le tiers de la baisse des entrées de génisses dans le troupeau allaitant (-32 000 têtes).

Vaches allaitantes présentes au 1^{er} du mois

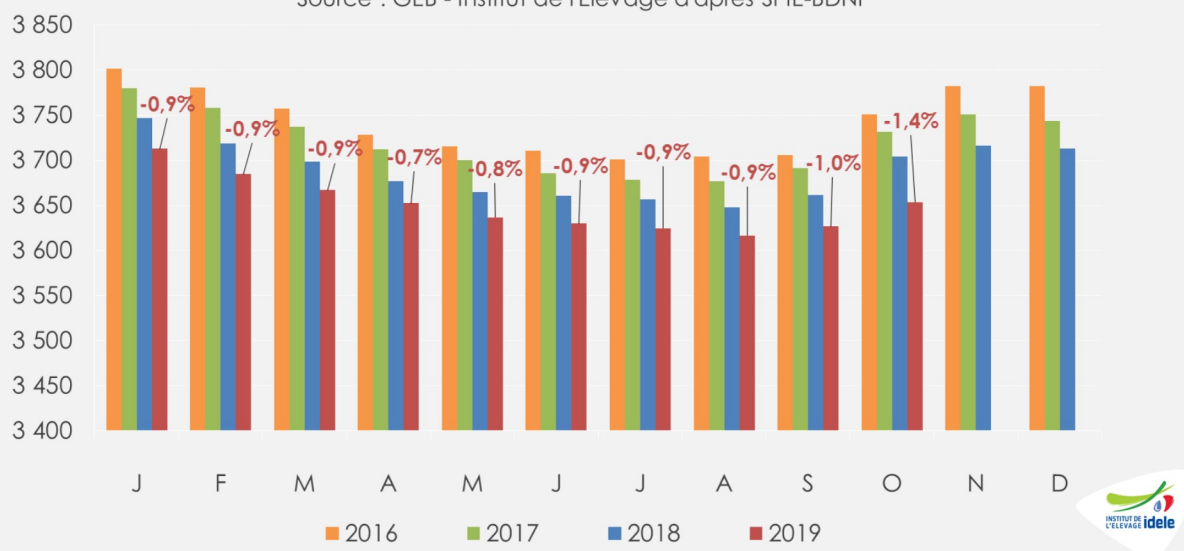
Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Le cheptel laitier a également vu son érosion s'accroître en septembre : -1,4% /2018 au 1^{er} octobre contre -1,0% le mois précédent et -0,9% au début de l'été. Comme pour le cheptel de vaches allaitantes, la baisse des réformes laitières (-35 000 têtes /2018) ne compense désormais plus les moindres entrées de génisses dans le troupeau laitier (-47 000 têtes /2018).

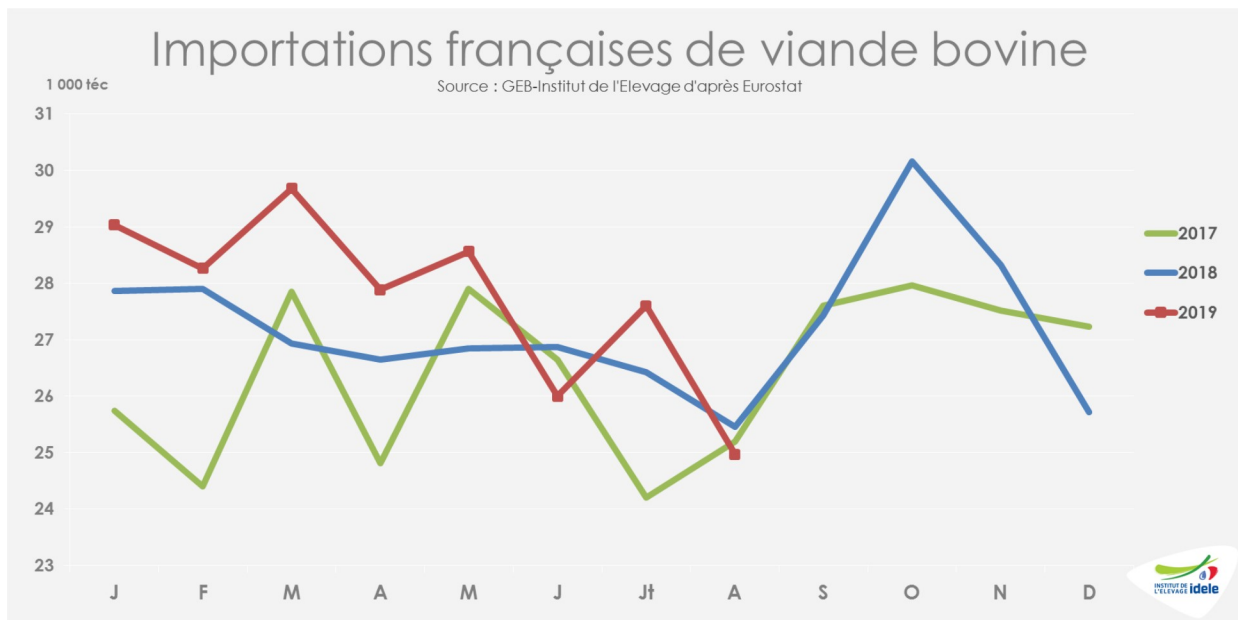
Vaches laitières présentes au 1^{er} du mois

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Ralentissement des importations en août

En août, les importations françaises de viande bovine ont légèrement reculé, à 25 000 téc (-2% /2018 et -1% /2017). Cette baisse est néanmoins limitée en regard de la hausse observée depuis le début de l'année.



En effet, en cumul sur les 8 premiers mois de l'année, les importations françaises de viande bovine ont atteint 222 000 ttec (+3% /2018 et +7% /2017), notamment via la hausse des importations de viande réfrigérée (+5% /2018 et 2017, à 140 000 ttec) et de viande transformée (+10% /2018 et +34% /2017, à 16 100 ttec). Les achats de viande congelée sont eux plutôt stables par rapport à l'année dernière (-1% /2018 et +7% /2017, à 65 800 ttec).

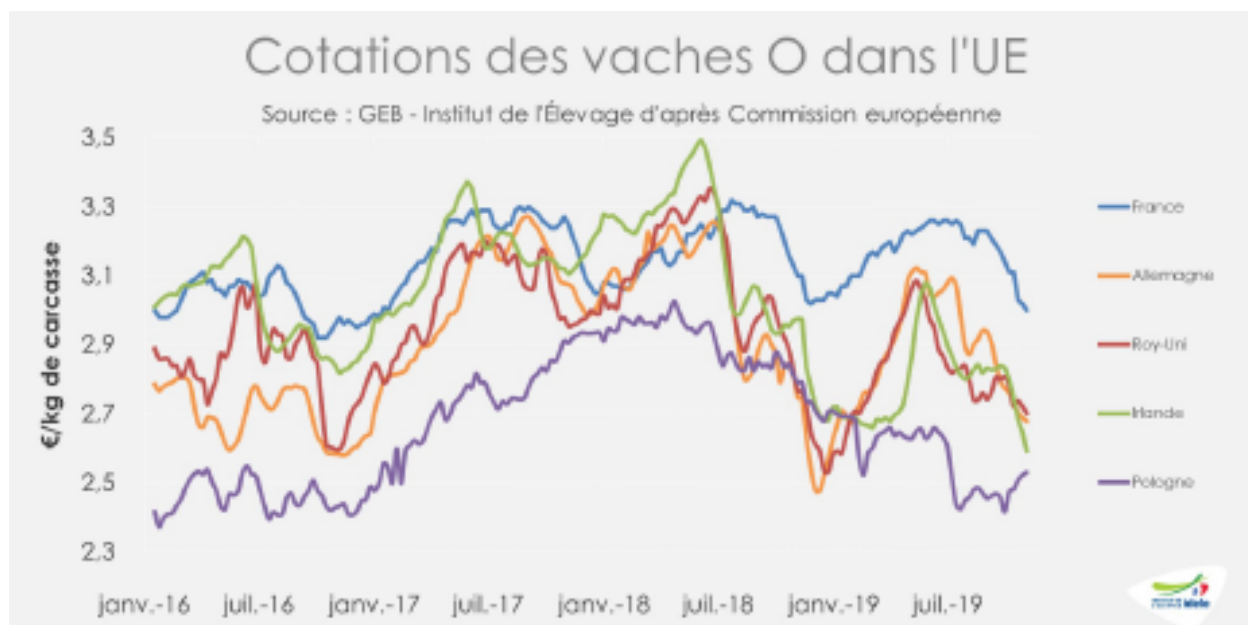
La plupart des exportateurs européens bénéficient de cette hausse des achats français. C'est notamment le cas de l'Irlande, particulièrement active sur les marchés européens pour anticiper le *Brexit*, dont les envois de viande bovine réfrigérée et congelée vers la France ont nettement progressé depuis le début de l'année (+15% /2018 à 38 700 ttec). Seules l'Allemagne (= /2018 à 34 600 ttec) et surtout la Pologne (-25% /2018 à 16 400 ttec), toujours pas remise des scandales sanitaires du début d'année, ne bénéficient pas de cet appel d'air.

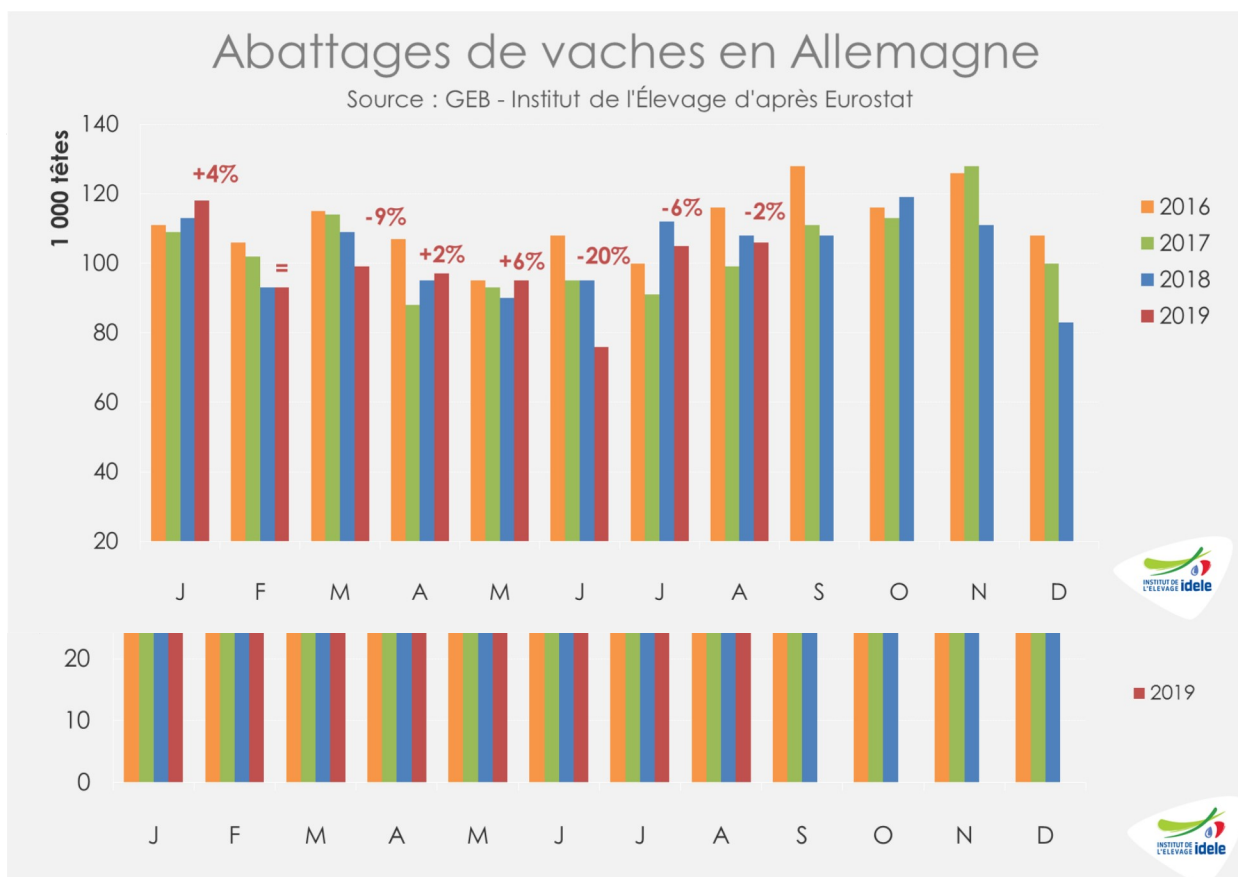
La consommation française poursuit son maintien

Calculée par bilan, la consommation de viande bovine en France est restée sensiblement stable sur les 8 premiers mois de l'année malgré un léger recul en août (-1% /2018). A 1 025 000 ttec, le disponible consommable en France reste proche de celui de l'année passée et sensiblement supérieur à celui de la précédente (-0,6% /2018 et +1,8% /2017). Sa structure évolue néanmoins avec moins de production et d'exportations et plus d'importations.

Viandes bovines » Femelles » Europe » Prix toujours sous pression

Alors que les abattages de vaches sont contenus dans l'UE (-5% /2018 et -1% /2017 sur les 8 premiers mois), le marché européen est perturbé depuis plusieurs mois par la réorientation de flux commerciaux de viande de mâles et femelles (Irlande, Royaume-Uni...). Les réformes irlandaises pâtissent des blocages des abattoirs. Le marché allemand ne bénéficie pas de l'envolée des cours du porc. La demande en réformes polonaises reste limitée et les prix peinent à se redresser.



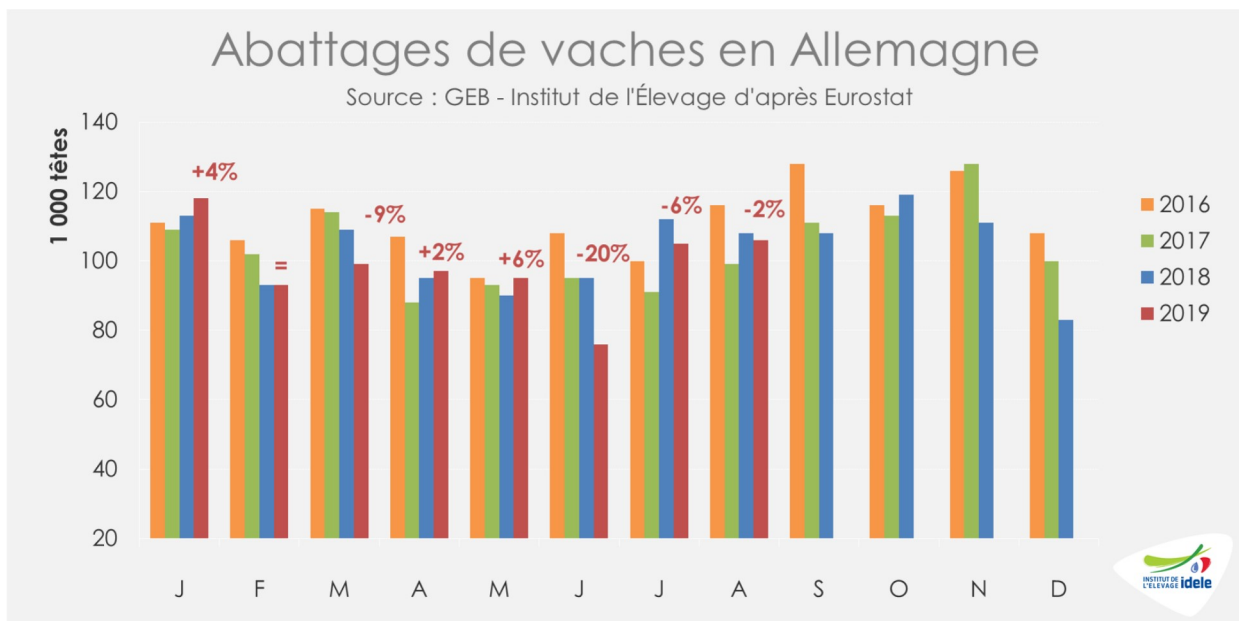


Depuis le début de l'année, les cotations des réformes polonaises ont essuyé baisse après baisse, en lien avec une demande atone. Cependant, la tendance semble désormais à l'accalmie avec un léger frémissement des prix contrairement au reste du marché communautaire. D'après Eurostat, sur les 4 dernières semaines connues (41 à 44), la cotation de la vache O a progressé de 6 centimes (+2%) pour atteindre 2,53 €/kg de carcasse fin octobre. Ce niveau reste cependant inférieur à celui des années précédentes (-9% /2018 et -13% /2017) et aux cotations des principaux producteurs communautaires comme la France (-16%), l'Allemagne (-6%) ou même l'Irlande (-2%).

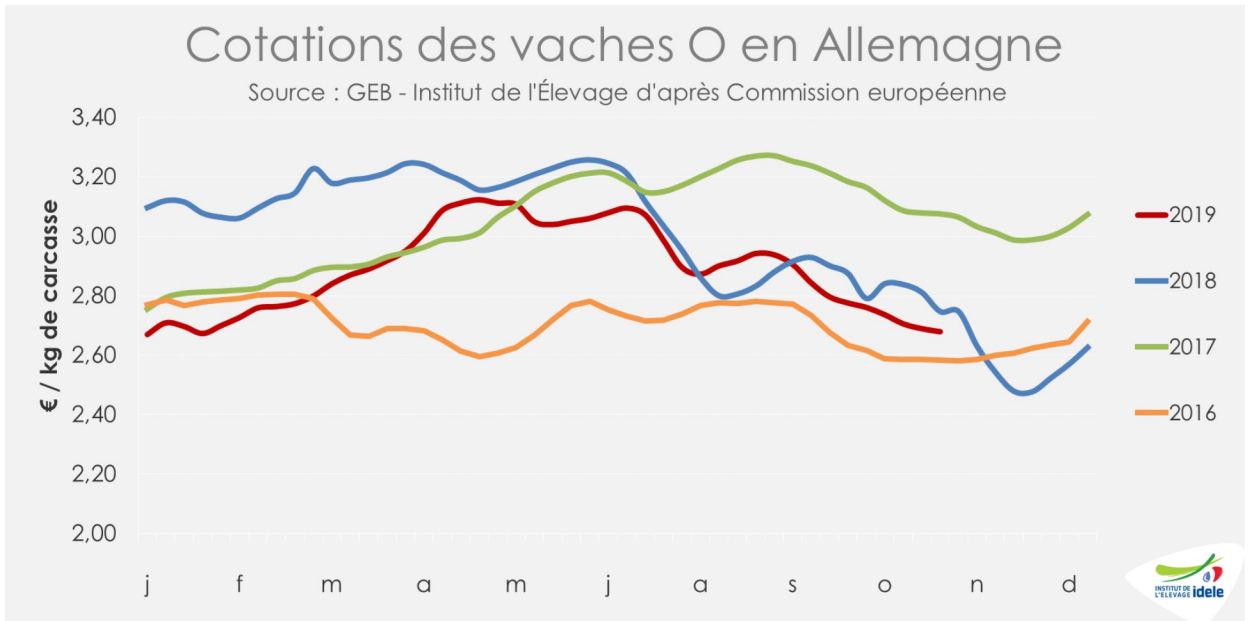
L'équilibre reste précaire et la demande en viande hachée polonaise reste plus limitée qu'avant les scandales sanitaires révélés début 2019. De plus, le rythme des réformes devrait désormais s'accélérer après une longue période de rétention en lien avec une demande européenne limitée.

ALLEMAGNE : les prix toujours orientés à la baisse

Depuis plusieurs mois, les abattages ne sont pas pléthoriques en **Allemagne**. D'après Eurostat, sur douze mois glissants allant de septembre 2018 à août 2019, les abattages de vaches ont diminué de près de 60 000 têtes par rapport au haut niveau des 12 mois précédents, dû alors aux effets de la sécheresse estivale de 2018 (-4%). Le marché reste cependant perturbé par une demande limitée en France comme dans de nombreux pays de l'UE.



Ainsi, sur les 4 dernières semaines connues via Eurostat, la cotation de la vache O allemande a perdu 8 centimes (-3%). Elle cotait ainsi 2,68 €/kg de carcasse fin octobre, soit moins qu'en pleine crise post-sécheresse de 2018 (-2% /2018 et -13% /2017).

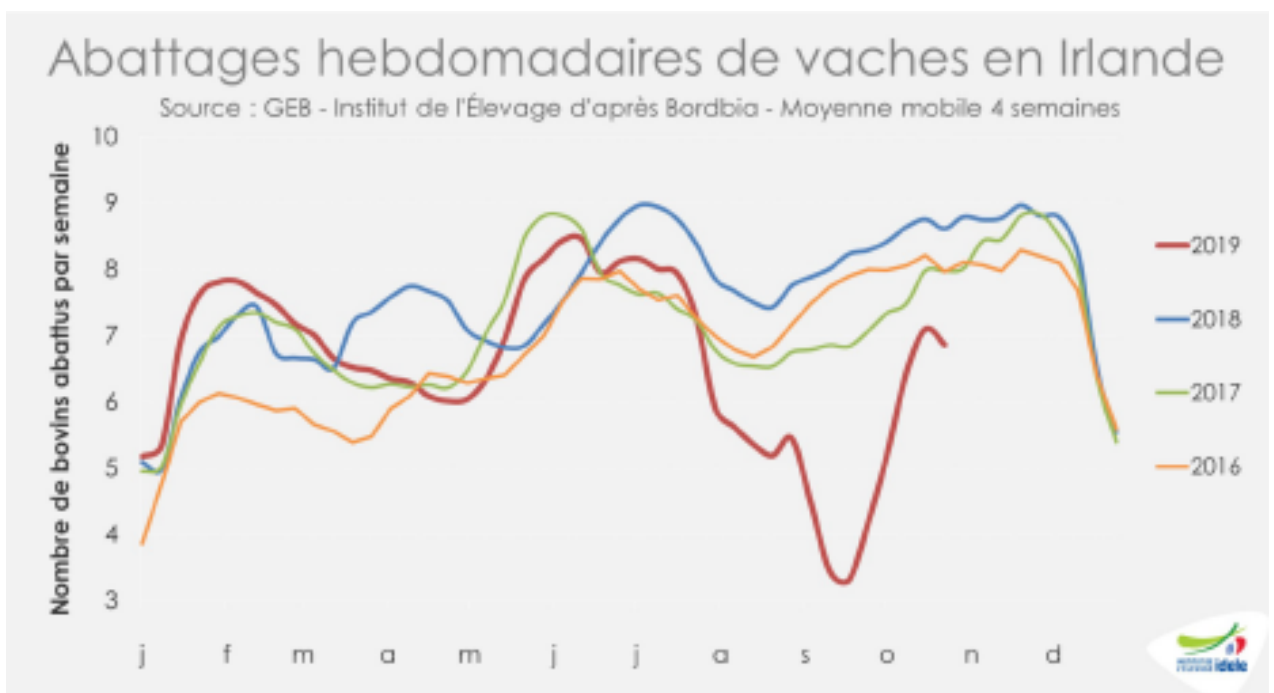


Les réformes allemandes ne bénéficient pas de l'envolée des prix du porc, très demandé par le marché chinois (+40% en un an à 1,89 €/kg en classe). Mais le commerce intérieur peu dynamique n'incite pas les transformateurs à la substitution de la viande de porc par celle de vache de réforme. D'après le panel GfK-AMI sur les trois premiers trimestres de 2019, si la consommation de viande bovine brute en Allemagne augmente en volume (+0,6% /2018) comme en valeur (+1,5%), celle de mix porc/bœuf recule (-2,9% en volume et -0,6% en valeur), comme celle de saucisses et autres produits à base de viande (-3,2% en volume et -0,3% en valeur), ce qui limite ainsi la demande en réformes.

IRLANDE : après les manifestations de l'été, le marché reste morose

En **Irlande**, les menaces autour du *Brexit* et les faibles prix à la production avaient poussé les éleveurs à bloquer les abattoirs dans le courant de l'été avec comme point culminant les actions de mi-septembre (semaines 37 et 38), où les abattages ont été les plus limités. Depuis, les blocages ont été levés mais la situation reste déprimée. La réduction de la capacité d'abattage a créé des files d'attente et les abattages d'animaux de plus de trente mois restent limités. Les industriels privilégient en effet les génisses, bœufs et taurillons.

D'après l'indicateur hebdomadaire de Bord Bia, sur les 4 dernières semaines connues (semaines 41 à 44), les abattages de vaches sont donc toujours limités malgré la reprise d'activité des abattoirs (-20% /2018 et -14% /2017).

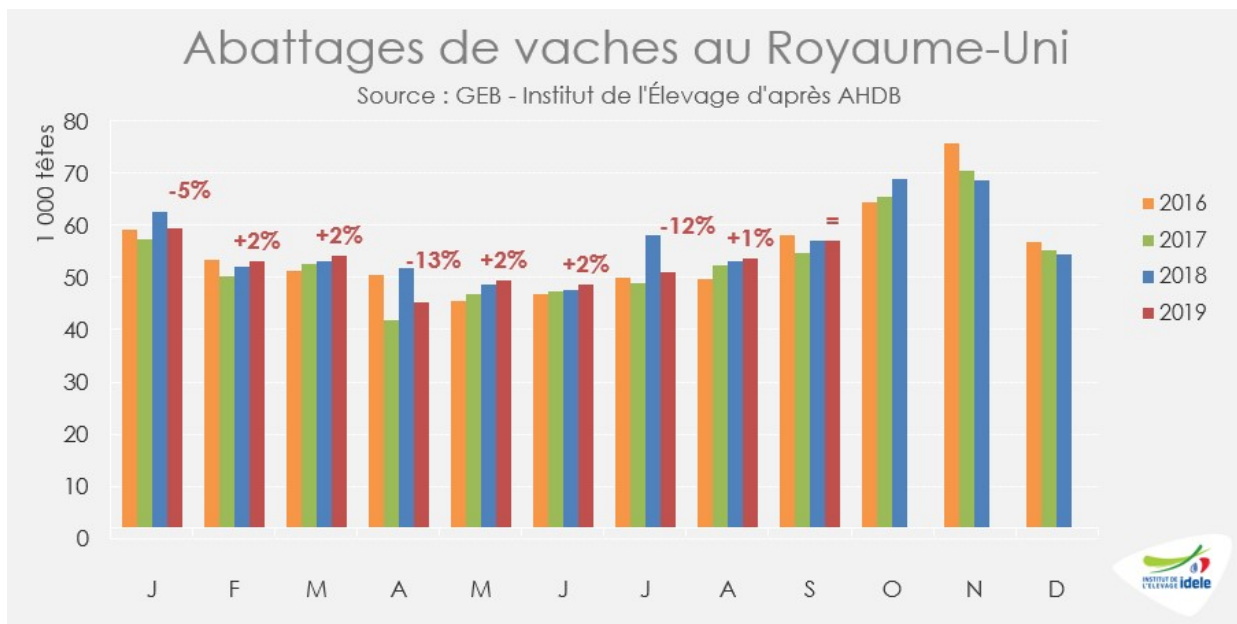


La faible demande des abatteurs fait pression sur les prix qui poursuivent la chute entamée à estivales. D'après Eurostat, le cours de la vache O irlandaise est passé sous la barre des 2,6 2,59 € fin octobre, la cotation, qui a cédé 21 centimes en 4 semaines (-7%), est nettement inférieure à celles des années précédentes (-13% /2018 et -17% /2017). Seule la cotation polonaise est désormais les grands producteurs européens.

La possibilité d'un *Brexit* avec accord et son report au 31 janvier 2020 n'ont pas suffi à rassurer les éleveurs. Et les files d'attente de réformes constituées par les blocages des abattoirs dans les prochaines semaines.

ROYAUME-UNI : les abattages restent contenus

Sur les trois premiers trimestres de 2019, plus de 470 000 vaches ont été abattues au Royaume-Uni. Néanmoins, de nombreuses réformes avaient été envoyées à l'abattage en 2018 pour cause de sécheresse et de manque de fourrages. Le niveau de réformes de 2019 reste donc relativement important par rapport aux campagnes plus classiques (2016) (+4% /2017 et +2% /2016).



Face à un marché européen perturbé, les prix des réformes britanniques poursuivent la baisse entamée depuis la mi-mai 2019 en monnaie locale. En euro, malgré un léger regain du taux de change de la livre sterling, la cotation de la vache O britannique a perdu 8 centimes en 4 semaines pour s'établir à 2,70 €/kg de carcasse en semaine 44, soit un niveau inférieur à celui de l'année dernière pourtant touchée par la sécheresse (-2% /2018 et -9% /2017).

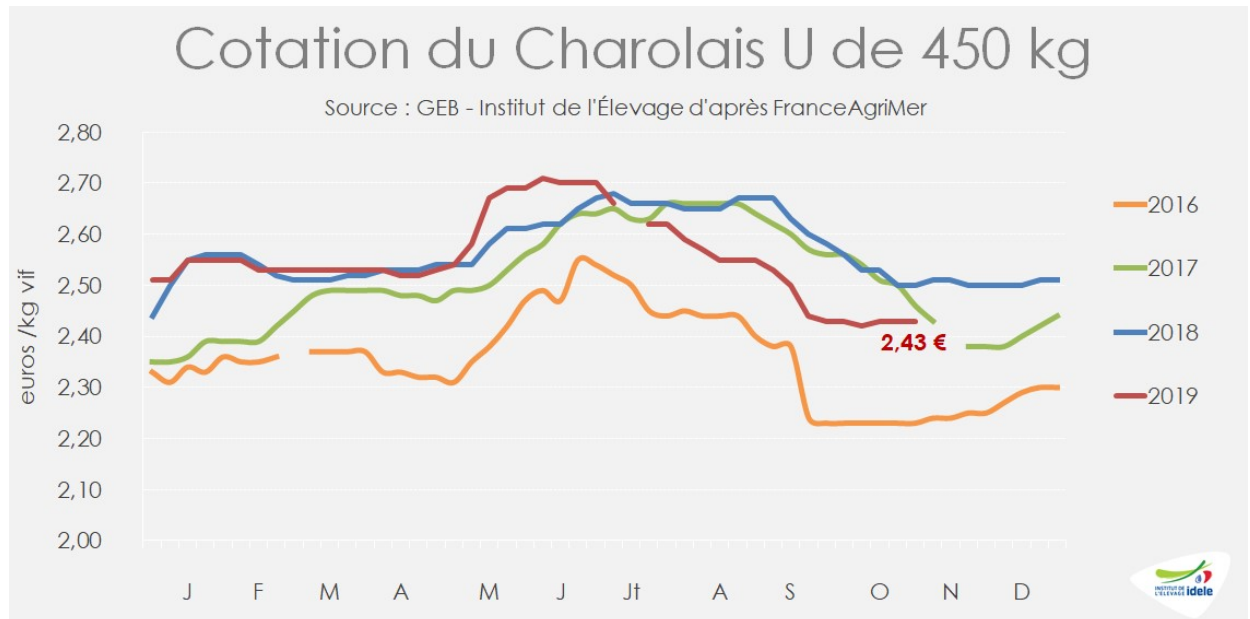
Ces prix bas contribuent depuis plusieurs mois à la plus grande compétitivité des viandes britanniques à l'export. Sur les 8 premiers mois de l'année, alors que les importations reculent, le Royaume-Uni a exporté près de 85 600 t de viande bovine réfrigérée et congelée (+18% /2018 ; +28% /2017) d'après AHDB. Les envois vers les pays tiers sont notamment très dynamiques et deviennent de moins en moins secondaires (à 15 200 t, soit +79% /2018 et +49% /2017), probablement pour anticiper les effets du *Brexit*. Les envois de viande bovine réfrigérée et congelée vers la France poursuivent également leur progression depuis le début de l'année (7 800 t ; +28% /2018 et +44% /2017).

Viandes bovines » Maigre » Vers un hiver calme

Les cours des broutards se sont repliés précocement en raison de la sécheresse et d'un marché trop dépendant de l'Italie au cœur de l'été. L'offre durablement en baisse a toutefois permis une stabilisation du marché qui devrait peu évoluer d'ici début 2020.

Des cotations stabilisées

Élevés au 1^{er} semestre, les cours des broutards se sont repliés au 3^{ème} trimestre avant de se stabiliser. A 2,43 €/kg vif en semaine 44 (-2% /2018), la cotation du Charolais U de 450 kg est pratiquement inchangée depuis septembre. Même situation pour le Charolais U de 350 kg qui a atteint 2,59 €/kg (-2%/2018) en semaine 44. Les cotations des broutards croisés connaissent une évolution similaire : à 2,73 €/kg la cotation s'est maintenue depuis septembre (-5% /2018).



Très stables depuis 2 ans, les cours des femelles pourraient s'orienter à la baisse en race charolaise : à 2,58 €/kg en semaine 44, la cotation de la Charolaise U de 270 kg a perdu 10 centimes (-3% /2018). Ceci semble s'expliquer par l'encombrement récent du marché des jeunes bovins femelles finies en Italie. Les prix des laitons restent toutefois assez élevés comparés aux années passées.

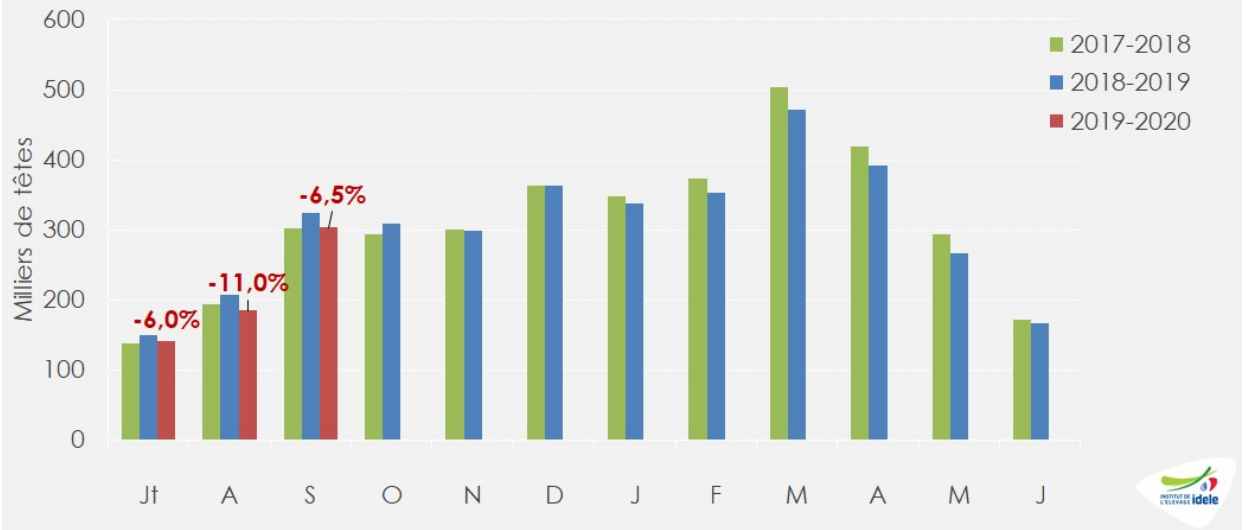
Une offre durablement en baisse

Avec 763 000 têtes au 1^{er} octobre, les stocks de mâles de races allaitantes de 6-12 mois étaient en repli de -1% /2018. Ce recul apparaît modeste comparé aux stocks 2018 déjà très dégradés du fait de l'effondrement des naissances allaitantes au 2nd semestre 2017 (-15%). Le manque d'offre est donc beaucoup plus net comparé à 2017 (-7%) et 2016 (-8%).

L'offre de broutards ne devrait pas s'étoffer dans les prochaines semaines. Les stocks de mâles allaitants de 0 à 6 mois sont en effet en forte baisse : à 675 000 têtes soit -6,5% /2018, -1,5% /2017 et -9% /2016. Cette baisse est la conséquence directe de la décapitalisation du cheptel et du recul des naissances qui en découle. Sur janvier-septembre, 2,613 millions naissances de veaux allaitants ont été enregistrées en France, soit -176 000 ou -6,5% /2018. Si l'on observe l'évolution des naissances en campagne, de juillet à juin, la tendance est la même. Sur les 3 premiers mois de la campagne 2019-2020, la BDNI a enregistré 629 000 naissances de veaux allaitants, soit -7,5% par rapport à 2018-2019. L'offre en broutards devrait ainsi rester durablement réduite.

Naissances de veaux de mère allaitante

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après SPIE-BDNI



Les femelles tirent l'export à la hausse

Sur les 9 premiers mois de 2019, les exportations de bovins français de 4 à 16 mois de races allaitantes ont augmenté de +2,5% /2018, à 845 000 têtes. Cette progression est entièrement due aux envois dynamiques de femelles qui ont totalisé 299 000 têtes, soit +7,5% /2018, et +29% /2014 ! Dans le même temps, les exportations de mâles étaient stables par rapport à 2018, mais en repli de -5% /2017.

Ce développement des envois de femelles est dû à une forte demande du marché italien pour cette catégorie d'animaux et à la décapitalisation du cheptel français qui « libère » des génisses non utiles pour le renouvellement. Sur les 3 premiers trimestres 2019, l'Italie a importé 656 000 brouards français soit +2,5% /2018, mais -1,5% /2017. Parmi ces animaux on dénombrait 260 000 femelles soit +9% /2018 et +10% /2017.

Les envois de brouards français vers l'Espagne sont en fort repli par rapport à 2017 et 2018, années marquées par un marché du JB très attractif en Espagne. Sur 9 mois, 126 000 brouards ont traversé les Pyrénées, soit -9,5% /2018 et -12,5% /2017.

Demande dynamique en Algérie et au Maghreb

Depuis le début de l'année, le dynamisme du marché algérien ne se dément pas malgré une situation politique tendue. 50 000 bovins français ont rejoint l'Algérie entre janvier et septembre 2019, soit 58% de plus qu'en 2018 et près du double par rapport à 2017. La demande reste concentrée sur des brouards lourds avec un attrait particulier pour la race Aubrac. Sauf incident politique ou sanitaire, les envois devraient se poursuivre dans les prochaines semaines, malgré un durcissement des exigences de l'Algérie sur les poids et l'âge des animaux. A compter du 1^{er} décembre 2019, les brouards expédiés en Algérie ne devront plus dépasser 450 kg vifs et 14 mois. Cette nouvelle règle pourrait être pénalisante au 1^{er} semestre 2020, lorsque l'offre française sera à l'étiage.

Des envois plus modestes se poursuivent vers la Tunisie (6 100 têtes en 9 mois soit +35% /2018) et le Maroc (2 200 têtes en 9 mois x2 /2018). Ces deux destinations ciblent des animaux plus légers et plus proches de la demande des engraisseurs français que l'Algérie qui demande des brouards similaires à ceux envoyés en Italie.

La bonne tenue des exports sur les pays tiers s'explique par une demande soutenue, mais également par une moindre pression de la FCO sérotype 8 selon les opérateurs. En 2018 certaines quarantaines contenaient plus 50% d'animaux positifs, de fait interdits de vente sur pays tiers.

Un marché apaisé faute d'offre

Alors que l'offre s'annonce durablement réduite, les marchés de brouards devraient peu évoluer au cours de l'hiver. Le seul créneau qui pourrait s'engorger est celui de la femelle charolaise destinée à l'Italie. Les animaux lourds de qualité supérieure, adaptés au marché italien, devraient être recherchés alors que la sécheresse a pu pénaliser les croissances.

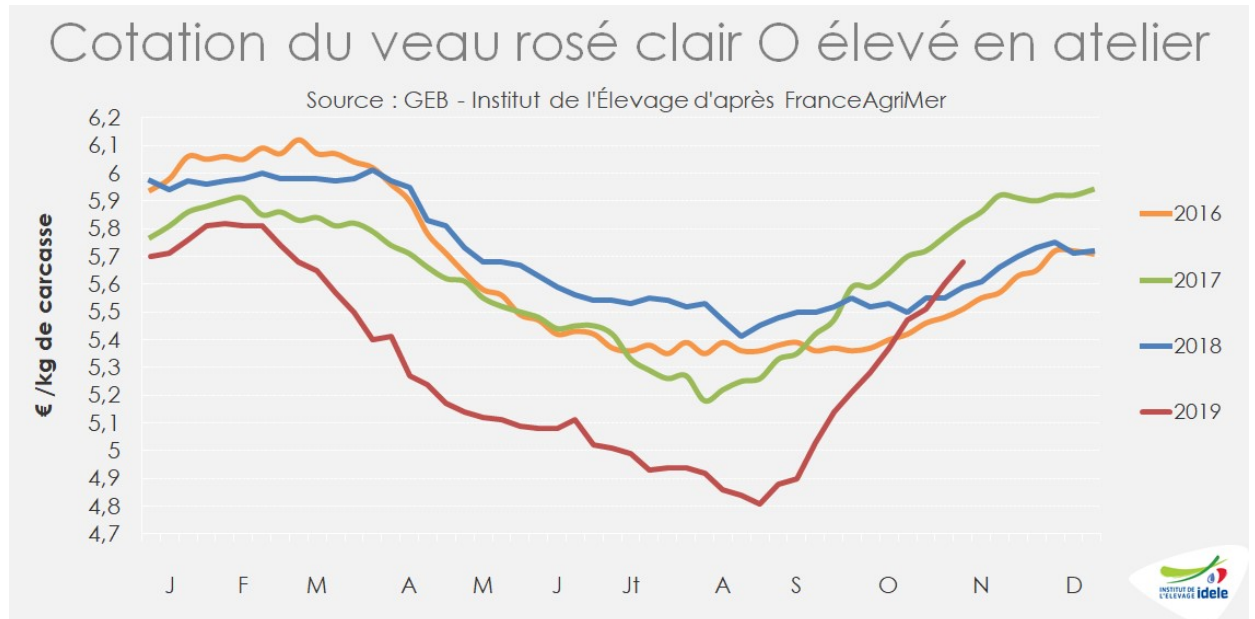
Viandes bovines » Veaux de boucherie »

Sortie de crise en vue

La progression rapide du cours du veau de boucherie rosé clair 0 s'est poursuivie en octobre, portant la cotation au-dessus du faible niveau de 2018. La demande ferme en Italie et en France, ainsi que la baisse de la production communautaire en fin d'été participent de l'assainissement du marché européen.

Les cours progressent rapidement

Après un 1^{er} semestre marqué par des cours au plus bas, les cotations des veaux de boucherie de type laitier enregistrent une hausse saisonnière exceptionnellement prononcée. La cotation du veau rosé clair O a gagné 31 cts en un mois, à 5,68 €/kéc en semaine 45. Elle dépasse de 9 cts son niveau de 2018 (+1,6%) mais reste 14 cts sous son niveau élevé de 2017 (-2,4%). Le cours du veau rosé clair R représentatif des Croisés lait-viande connaît une hausse plus modérée, le développement du croisement étant plus rapide que celui de la demande en veaux mieux conformés. Il a atteint 6,11 €/kéc, soit +23 cts en un mois, à un niveau toujours inférieur aux années précédentes (-1,8% /2018 et -2,6% /2017).

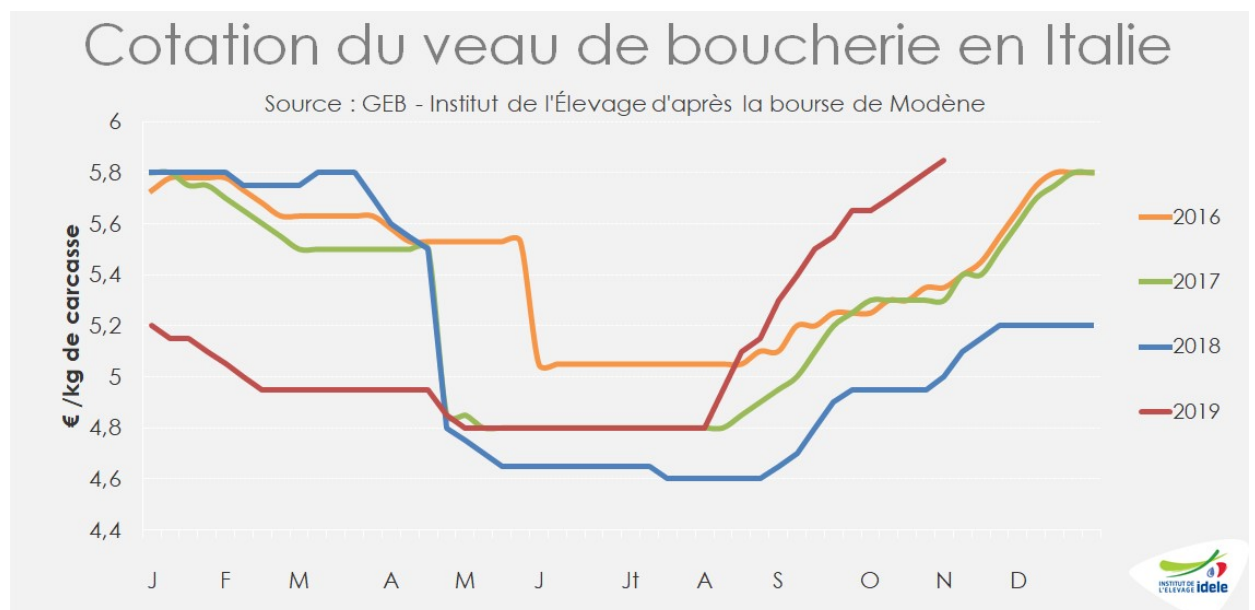


Assainissement du marché européen

Aux **Pays-Bas**, le cours du veau de boucherie pie-noir néerlandais a gagné 20 cts en quatre semaines. A 4,70 €/kéc en semaine 43, il s'établit à un niveau intermédiaire entre son niveau de 2018 et le haut niveau de 2017 (+3% /2018 ; -4% /2017). Selon les experts, les prix sont tirés par le marché italien où l'offre s'est raréfiée alors que la demande est ferme ; tandis que la demande se maintenait en France et en Allemagne. De plus les abattages de veaux gras aux Pays-Bas ont ralenti depuis août avec 17 400 téc (-13% /2018), après avoir été très dynamiques depuis janvier, à raison de 152 200 téc sur 8 mois (+2,5% /2018).

Un manque de veaux en Italie

Le cours du veau de boucherie a gagné 1€ en 3 mois en **Italie**. Il atteint le niveau exceptionnellement élevé de 5,85 €/kéc en semaine 44, soit +17% /2018 et +10% /2017. Avec 7 100 téc, la production italienne a reculé de -5,5% /2018 au mois d'août, et elle s'est repliée de -3% /2018 sur les 8 mois cumulés depuis janvier. La chute de la production en Italie comme aux Pays-Bas a provoqué un basculement du marché où la demande est plutôt ferme.



Le marché français est fluide

L'assainissement du marché français est liée à la fois à une offre française contenue et à la fluidité retrouvée du marché européen, et en particulier italien. D'après les experts, les intégrateurs ont nettement réduit les mises en place depuis 5-6 mois, du fait des retards de sorties mais aussi par prudence. La production abattue de veaux gras a chuté de -5% en tég en octobre, limitant la hausse de la production annuelle à près de +1%. L'alourdissement des veaux, exacerbé par l'attente en atelier, a de nouveau plus que compensé le repli des effectifs abattus sur la même période.

Le vieillissement et l'alourdissement des veaux stoppés

En septembre, la progression des poids et âges des veaux abattus, induits par l'encombrement du marché, a été stoppée puis faiblement résorbée. Le rétablissement pourrait ne pas être total, car le vieillissement et l'alourdissement s'inscrivent dans une tendance de long terme de la filière. En septembre, le poids moyen des carcasses a encore progressé de +1,5% /2018 à 147,2 kg, après +2% sur les huit mois précédents ; et l'âge moyen était de 188 j, soit +3 j /2018 (+2%) contre +7j (+4%) en cumul depuis janvier. Sur les 9 dernières années, le poids et l'âge des veaux gras abattus progressait en moyenne de +1,1 kg et de +1,7 j par an.

Un marché fluide en fin d'année

Avec un marché européen assaini et une offre française réduite en fin d'année, les cours des veaux gras pourraient continuer à augmenter encore quelques semaines avant de se stabiliser jusqu'en début 2020.

Viandes bovines » Veaux nourrissons » Conjoncture morose

Les cours des veaux nourrissons sont au plancher depuis plus d'un mois après une année déjà marquée par des prix bas. En plein pic des naissances, la demande française faiblit et les envois dynamiques vers l'Espagne se font à des prix très bas.

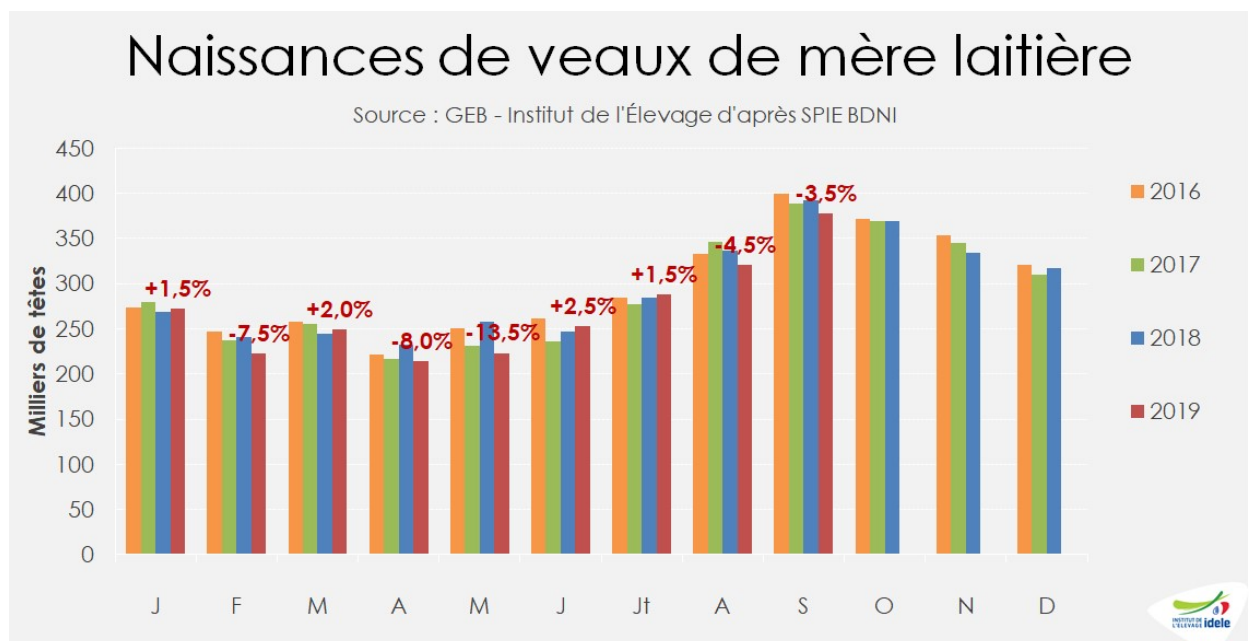
Les prix stagnent à un bas niveau

Les ventes de veaux étaient compliquées ces dernières semaines et les animaux les plus chétifs trouvaient difficilement preneur. De la semaine 42 à la semaine 45, le cours du mâle laitier de 45-50 kg a stagné à 50 €/tête. L'année continue d'être mauvaise pour ces veaux dont les prix étaient en moyenne 26% sous leur niveau de 2018.

Marché toujours déséquilibré

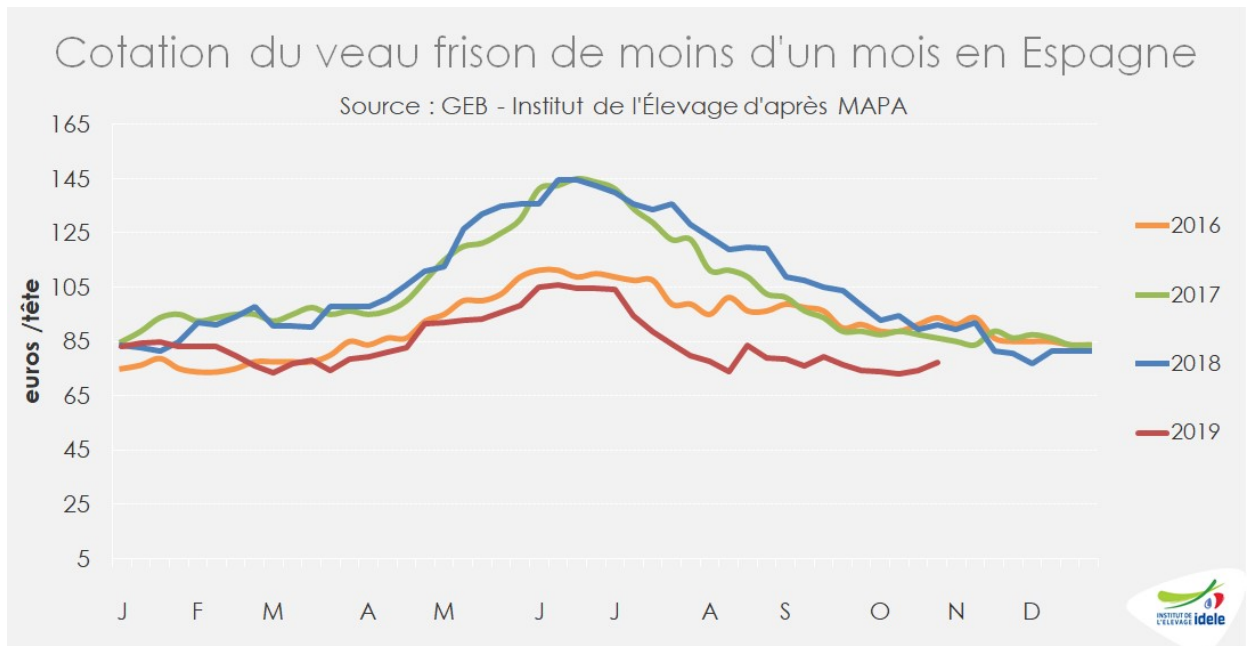
Chaque année, les naissances de veaux laitiers atteignent leur pic annuel à l'automne alors que la demande du secteur du veau de boucherie, leur 1^{er} débouché, est limitée. En effet, les veaux mis en place à cette période sortiront au printemps prochain, période à laquelle les consommateurs sont moins friands de ce type de viande.

Malgré une offre en recul par rapport aux années précédentes, les ventes de veaux nourrissons sont particulièrement difficiles en 2019. D'une part, les mises en place de veaux gras sont très affectées par la crise qu'a subie le secteur et d'autre part le repli continu de l'engraissement de jeunes bovins et de bœufs laitiers se poursuit en France. Pourtant les naissances de veaux de mère laitière étaient moins nombreuses en septembre (-3,5% /2018, à 377 000 têtes) comme sur l'ensemble de la campagne 2018-2019 (-3,5% /2017-18).



L'Espagne achète à bas prix

Face à une demande intérieure en berne, le débouché espagnol est désormais la planche de salut. En septembre, les envois de veaux nourrissons ont encore progressé de +33 % /2018 à 35 600 têtes. Depuis janvier, 197 000 animaux ont été expédiés, soit +11% /2018 et +26% /2017. Les acheteurs espagnols captent la grande majorité des veaux non valorisés dans les autres circuits. Mais aujourd'hui, même avec des prix très peu élevés, ils ne prennent plus les veaux les plus légers. Le marché espagnol des JB est resté encombré depuis la fin des envois vers la Turquie en 2018. Depuis mars, la cotation du veau frison de moins d'un mois en Espagne se situe sous les niveaux des années précédentes. En semaine 44, elle s'établissait à 77 €/tête, soit -15% /2018 et -11% /2017.



Quels débouchés pour les veaux nourrissons ?

La crise du secteur du veau de boucherie et le recul de l'engraissement de JB et de bœufs laitiers ont fortement limité la demande française en petits veaux. Ainsi, malgré des naissances en baisse depuis janvier, l'export a été particulièrement dynamique sans toutefois soutenir les prix. Faute d'acheteurs, les cours des veaux nourrissons devraient rester bas dans les prochains mois.

Une collecte laitière française bien orientée

Si la collecte laitière française semble bien orientée, plusieurs grands pays producteurs européens connaissent un ralentissement qui fragilise la reprise de la production européenne. Chez les autres principaux pays exportateurs mondiaux, la tendance est globalement à la hausse sur la fin de l'année.

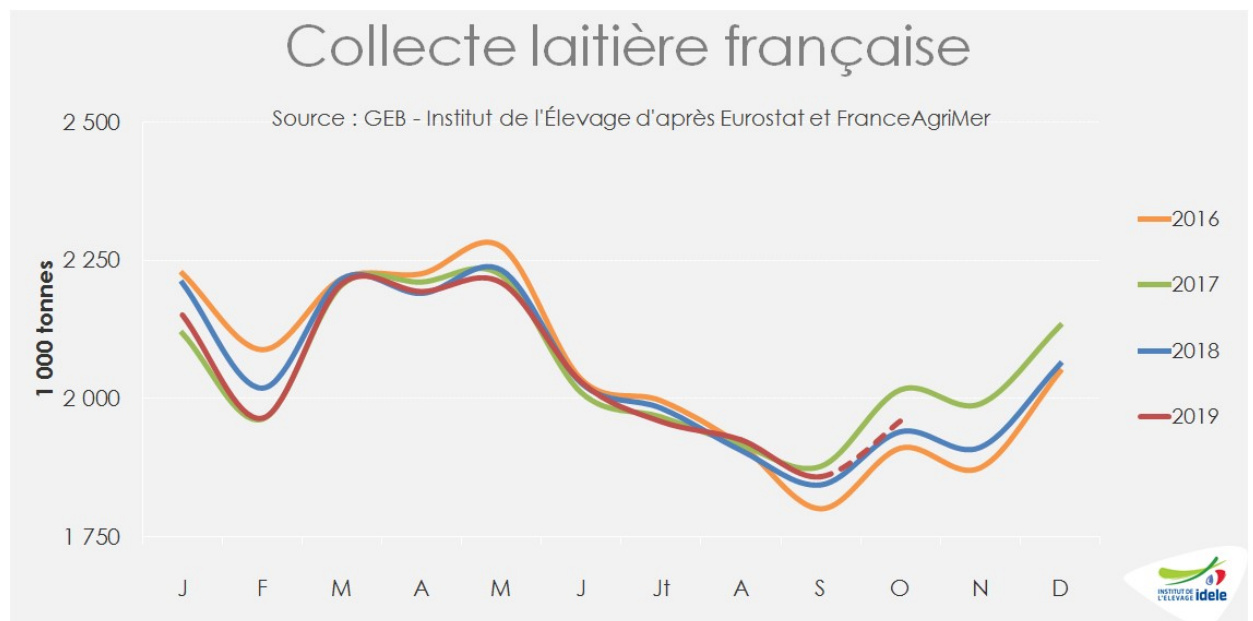
En France, l'évolution de la consommation demeure toujours polarisée. Les ventes de produits laitiers reculent en volume, notamment les laits conditionnés et l'ultra-frais, tandis que celles de fromages augmentent. Les achats progressent cependant en valeur suite à une forte hausse du prix moyen. La loi EGALIM a un impact limité et contrasté sur le prix du lait payé aux producteurs.

Lait de vache » Collecte laitière »

En Europe, une hausse de production fragile

Après avoir été séparée en deux groupes de pays aux évolutions opposées, l'Union européenne retrouve à l'automne une certaine homogénéité en termes de production laitière. Les $\frac{3}{4}$ des pays membres enregistrent une croissance modérée de leur production. Les Pays-Bas renouent avec la croissance, tandis que l'Irlande, le Royaume-Uni et l'Allemagne enregistrent un net ralentissement.

En septembre, la collecte française a progressé de 0,9% /2018, permettant à la collecte trimestrielle de progresser de 0,2% /2018 après avoir reculé de 1% au 1^{er} semestre. Cette hausse a été réalisée avec un cheptel en fort recul (-1,4% /2018 au 1^{er} octobre), conséquence d'un nombre réduit de génisses qui sont entrées en production depuis juillet. L'effectif national de génisses laitières de plus de 18 mois est en effet en recul constant depuis mi-2018, de -5% en moyenne sur les 9 premiers mois de 2019.

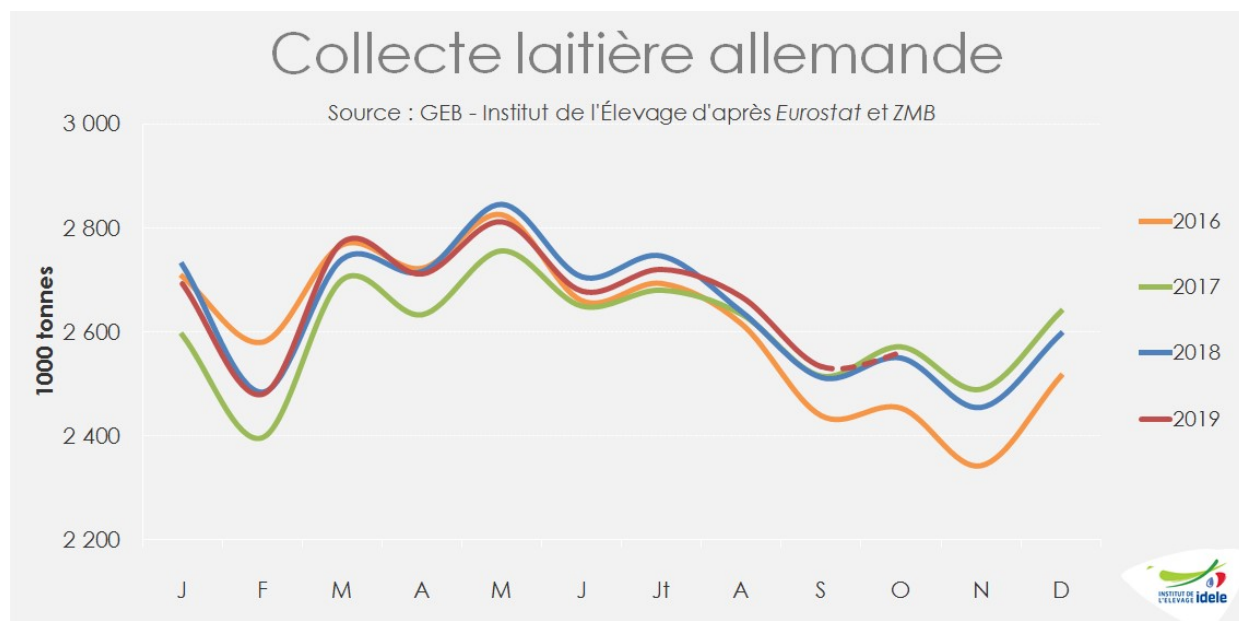


En octobre, la collecte française aurait progressé de près de 1%, par rapport au très faible niveau d'octobre 2018, d'après les sondages hebdomadaires FranceAgriMer, et ce, malgré l'incident ayant touché Lubrizol. Entre le 28 septembre et le 14 octobre, 453 éleveurs laitiers répartis sur 5 départements (Seine-Maritime, Oise, Somme, Nord, Pas de Calais et Aisne) n'ont pas été autorisés à livrer leur lait. Ce sont ainsi 700 tonnes de lait qui ont été chaque jour écartées du circuit alimentaire, soit l'équivalent à 1% de la collecte nationale journalière. Cette situation s'est traduite par un recul de la collecte nationale au cours la première semaine d'octobre (-0,3% /2018) et par une faible hausse sur la deuxième semaine (+0,7%). Les deux dernières semaines du mois ont ensuite plus que compenser cet incident avec des hausses comprises entre +1,5% et +2%. La collecte française pourrait ainsi progresser de +1 à +2% au 4^{ème} trimestre.

Après s'être légèrement érodé durant l'été, le prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre a rebondi en septembre et en octobre, tiré par la hausse régulière des cours des protéines laitières. Ainsi, malgré des indices saisonniers moins favorables, le prix du lait standard payé aux éleveurs pourrait se stabiliser au-dessus des 360 €/t atteint en septembre (+3% /2018), grâce à la hausse des cours des produits laitiers et à la poursuite des premiers effets de la loi EGALim.

Ralentissement en Allemagne

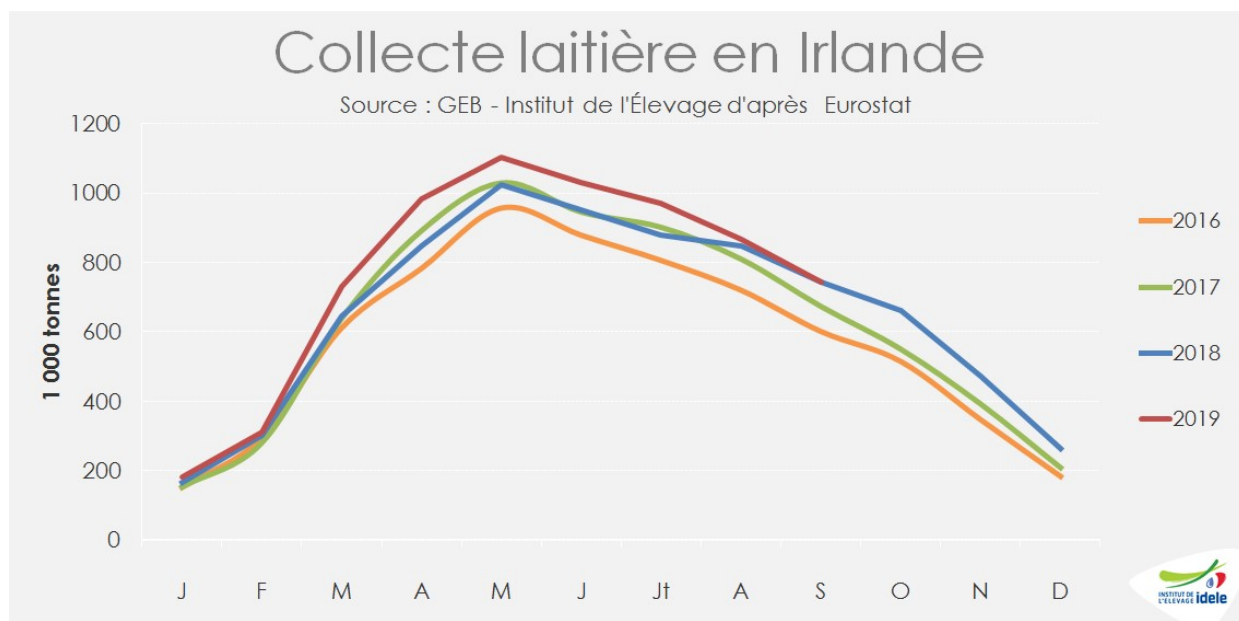
En Allemagne, après avoir cédé -0,5% au 1er semestre, la collecte nationale, qui avait rebondi en août (+1,1%/2018), ne cesse de faiblir depuis : la croissance est passée à +0,8% en septembre et à +0,4% en octobre. Les livraisons vont entrer dans le creux saisonnier, au mois de novembre. Le prix du lait payé aux livreurs devient de moins en moins incitatif. Après d'être effrité au cours de l'été, le prix standard allemand (ramené 32 g de MP et 38 g de MG) s'est stabilisé à 309 €/1 000 l en septembre, soit -7% / 2018.



Fin de la baisse de production aux Pays-Bas et fléchissement dans les îles britanniques

Les grands pays producteurs enregistrent des hausses de collecte, comme **les Pays-Bas** qui renouent avec la croissance depuis le mois d'août (+0,8% /2018 en août et +1,7% en septembre) et retrouvent les niveaux de 2015.

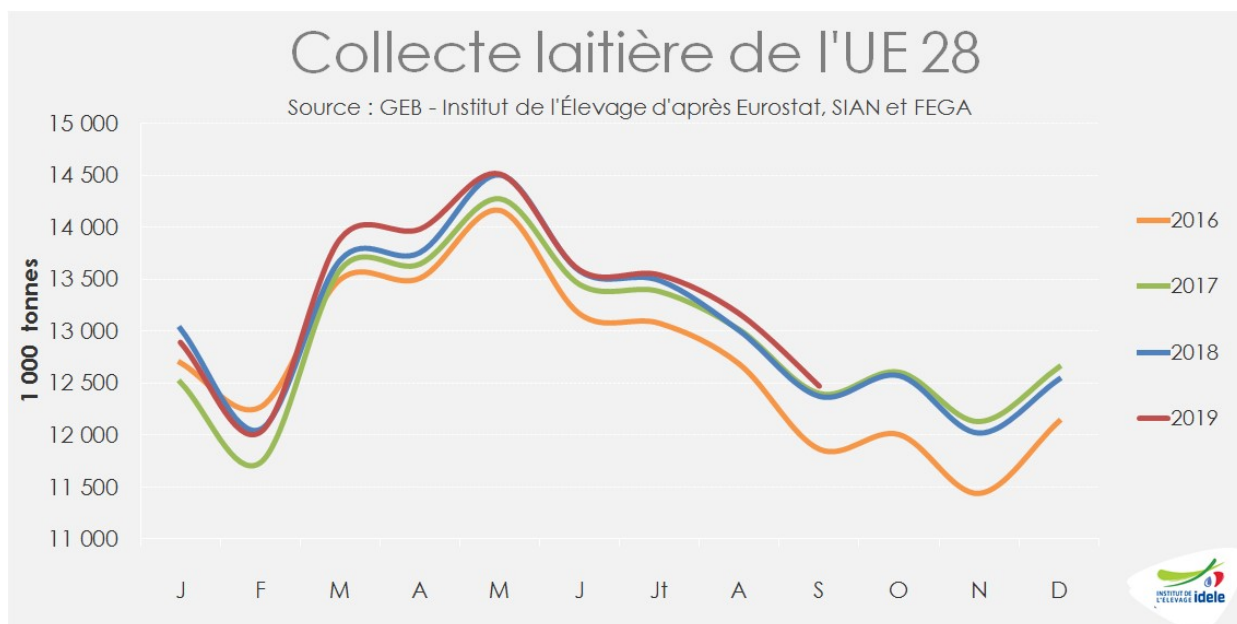
Après avoir enregistré une progression de +10% au 1^{er} semestre, la collecte **irlandaise** a fortement fléchi. Elle n'affichait qu'une modeste hausse de +0,2% /2018 en septembre et aurait même reculé en octobre. Le prix standard du lait a connu une baisse continue entre janvier et août, avant de rebondir en septembre à 303 €/1 000 l, un niveau cependant encore très éloigné de celui de 2018 (-13%).



Au **Royaume-Uni** également, le dynamisme du 1^{er} semestre (+3% /2018) a également laissé place à un fort ralentissement. La hausse de la collecte qui n'était plus que de +0,3% /2018 en septembre, devrait être nulle en octobre, réduisant la croissance à +2% sur les 10 premiers mois de l'année.

Seul le **Danemark** voit sa production reculer en septembre (-0,9% /2018) pour le 5^{ème} mois consécutif. Sur les 9 premiers mois de l'année, le pays affiche une légère hausse de +0,4% /2018.

Au total, la collecte **européenne** a progressé de +0,8% /2018 en septembre et de +0,8% au 3^{ème} trimestre. L'évolution de la collecte au 4^{ème} trimestre dépendra de l'ampleur et de la durée du fléchissement de certains pays, comme l'Irlande, le Royaume-Uni ou l'Allemagne.



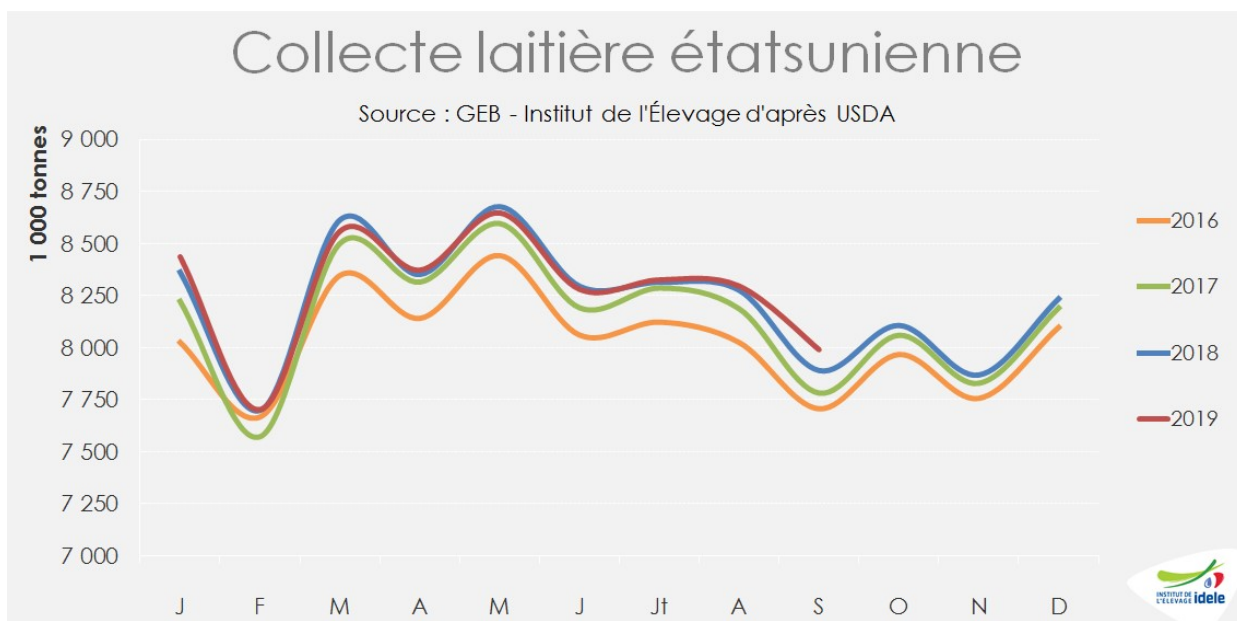
Lait de vache » Collecte laitière »

Dans le monde : production en hausse sur la fin de l'année

Mise à part l'Australie, dont le secteur laitier subit toujours les conséquences des événements climatiques, la production dans les 3 autres grands exportateurs devrait afficher des hausses sur la fin de l'année, grâce à de bonnes conditions climatiques et un prix orienté à la hausse.

Etats-Unis : la hausse des cours tire la production

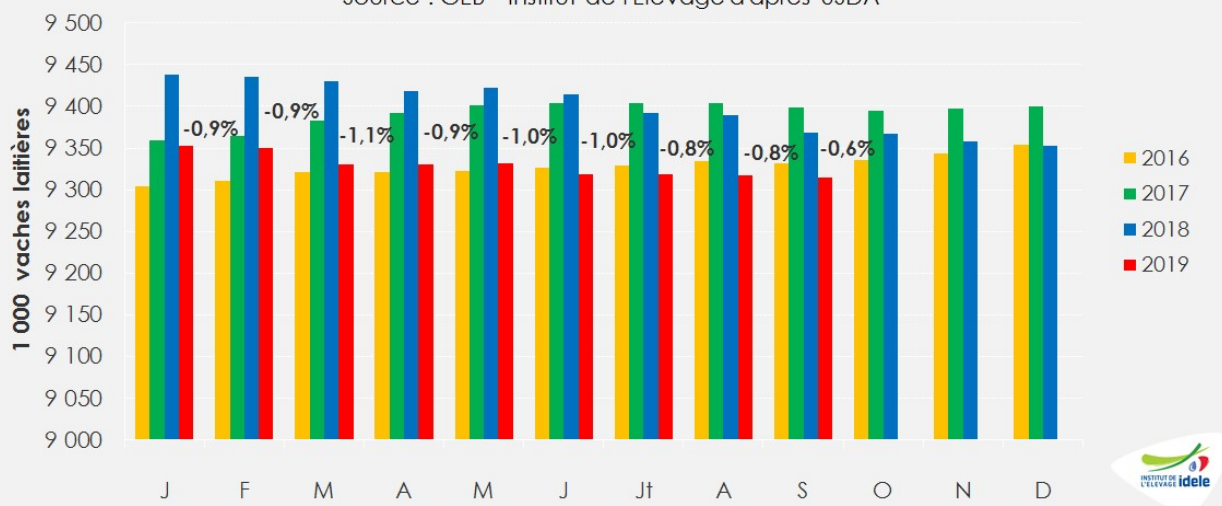
Alors qu'elle enregistrait une quasi-stabilité sur les 8 premiers mois, la collecte **étatsunienne** a connu un fort rebond en septembre (+1,3% /2018). Cette hausse peut être rapprochée de la hausse du prix du lait dans le pays, qui en septembre, à 425 \$/t (387 €/t), affiche son plus haut niveau depuis 2014. Cette hausse du prix est liée à celle du Cheddar (+22% /2018 en octobre) qui s'explique par une baisse des fabrications et des stocks depuis le début 2019.



Dans le même temps, le coût de l'alimentation animale ayant diminué, la marge sur coût alimentaire a atteint son plus haut depuis août 2017, incitant les éleveurs à étoffer leur troupeau. Alors qu'en mars le cheptel étatsunien comptait 100 000 têtes de moins qu'en 2018(-1,1%), l'écart s'est réduit à -53 000 têtes en septembre (-0,6%). La production étatsunienne devrait poursuivre son rebond jusqu'à la fin de l'année, mais plusieurs coopératives ont déjà annoncé des mesures pour freiner les livraisons, craignant une surproduction.

Evolution du cheptel étatsunien

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après USDA

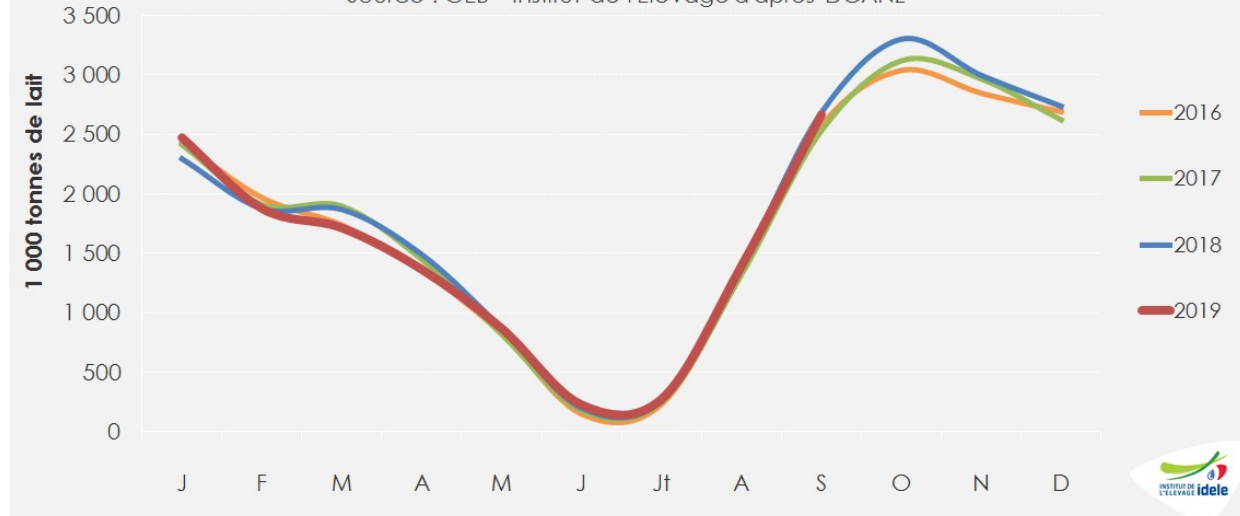


Nouvelle-Zélande : bonnes conditions climatiques et prix en hausse

La production laitière **néozélandaise** a légèrement reculé en septembre (-0,7% /2018), sous l'effet d'un temps frais qui a retardé la pousse de l'herbe, mais a progressé de +0,7% en MSU (matière solide utile) grâce à l'amélioration des taux. La production devrait retrouver le dynamisme du début de campagne à partir d'octobre. Non seulement la pousse de l'herbe devrait s'accélérer lors du pic de production annuel, mais en outre Fonterra a, fin octobre, revu à la hausse son prix prévisionnel de campagne, en se basant sur le déséquilibre offre-demande en poudres grasses au niveau mondial et la hausse des cours qui en découlent. Fixé à 6,25-7,25 NZ\$/ kg de MSU en début de campagne, la fourchette de prix a été revalorisée de +4% à 6,55-7,55 NZ\$/kg de MSU en novembre.

Collecte laitière néo-zélandaise

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après DCANZ



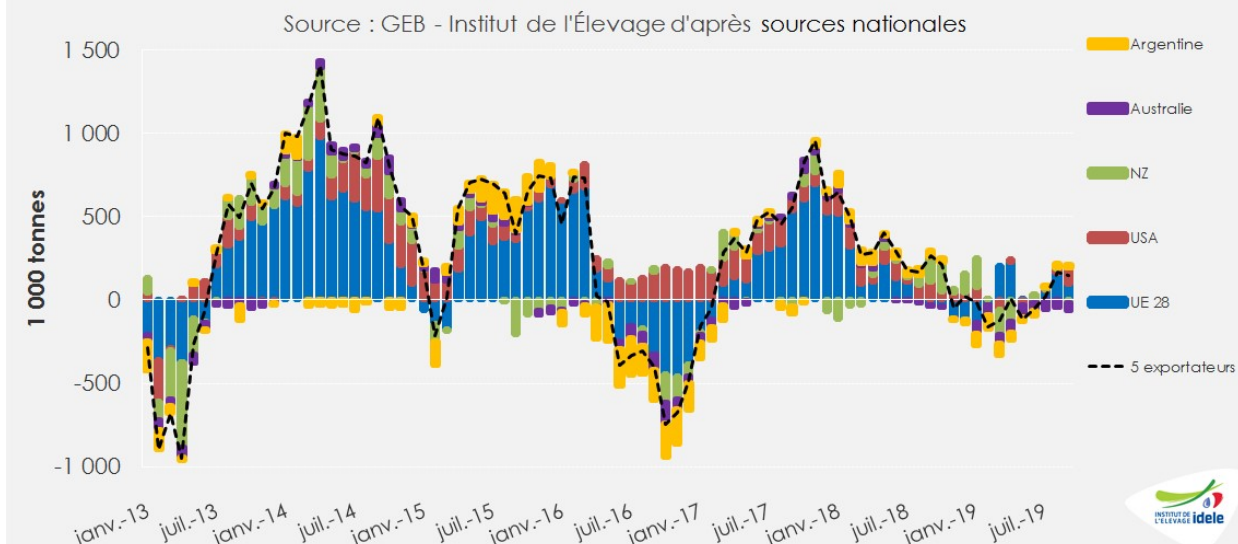
Argentine : un rebond suspendu à l'évolution politique

Après avoir connu un creux entre novembre et juin, la collecte **argentine** s'est stabilisée en juillet par rapport à 2018 et a progressé en août (+2% /2018) et en septembre (+1,3% /2018), tirée par une hausse du prix du lait et une amélioration des marges. Cependant, cette dynamique pourrait être freinée par les conséquences de l'élection fin octobre du nouveau président argentin, dont la victoire aux primaires d'août avait déjà aggravé la dépréciation du peso face au dollar. La politique économique de la nouvelle équipe dirigeante devra être suivie de près, dans un contexte d'inflation galopante et de baisse de la consommation nationale.

Enfin, la production **australienne** a poursuivi son recul en septembre (-4,6% /2018), 16^{ème} mois consécutif de baisse. Sur les 3 premiers mois de la campagne, elle a déjà chuté de -6% par rapport à la précédente.

En somme, la production des **5 principaux exportateurs mondiaux** affiche une hausse d'environ +0,6% /2018 en septembre, les reculs australien et néozélandais étant plus que compensés par les hausses de production dans l'Union européenne, aux États-Unis et en Argentine.

Evolution de la collecte des 5 principaux exportateurs



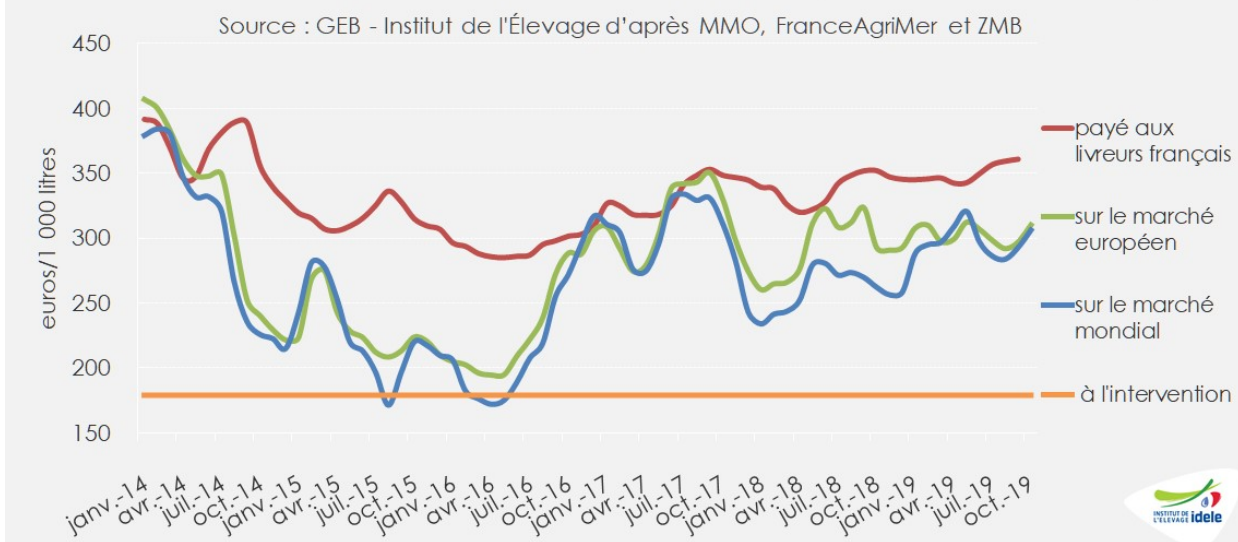
Lait de vache » Marché des produits laitiers »

Impact limité et contrasté de la loi EGALim sur le prix du lait en France

En vigueur depuis plus d'un an, la loi EGALim, qui vise à inverser la logique de formation des prix (selon une logique de marché avant de la production au détail), a un impact limité et contrasté dans la filière laitière d'après les quelques indicateurs à notre disposition. L'encadrement plus strict des promotions a réduit la pression sur les marques nationales, mais déplacé la guerre commerciale sur les Marques de distributeurs (MDD).

Le prix du lait payé aux éleveurs français s'est sensiblement apprécié depuis l'automne 2018. Il a subi une très faible baisse saisonnière au printemps 2019. Depuis janvier, le prix moyen du lait standardisé (38 g MG et 32 g MP) payé aux éleveurs français a progressé de +15 €/1 000 l d'une année sur l'autre à 350 €/1 000 l en moyenne sur 9 mois. Le prix du lait conventionnel (hors AOP et AB) a évolué moins favorablement de +12 €/1 000 l, à 333 €/1 000 l sur la même période.

Prix du lait valorisé en beurre/poudre maigre



Le prix du lait a pour une part bénéficié de la sensible appréciation de la valorisation du lait transformé en beurre et poudre maigre, de +9 €/1 000 l d'une année sur l'autre d'après nos estimations, à 303 €/1 000 l en moyenne sur 9 mois. Il a aussi bénéficié d'une meilleure valorisation du lait transformé en produits de grande consommation et commercialisé sur le marché intérieur (qui absorbe 40% de la collecte nationale de lait conventionnel). Les éleveurs laitiers de lait conventionnel ont diversement bénéficié de la meilleure valorisation des PGC, estimée en moyenne nationale à +15 €/1 000 l d'une année sur l'autre sur les 9 premiers mois 2019. Les livreurs Bel et Savencia ont obtenu des hausses de prix plus conséquentes, proches de +20 €/1 000 l sur la même période. Ces laiteries, qui disposent de marques nationales fortes, ont obtenu des augmentations tarifaires plus conséquentes que les fabricants spécialisés en MDD.

Au stade de la distribution, la loi EGALIM, qui encadre davantage les promotions et interdit les ventes à perte, a clairement atténué la concurrence entre les enseignes, notamment via les marques nationales. Les transformateurs laitiers dotés de marques nationales fortes ont récupéré davantage de valeur qu'elles ont en partie distribuée à leurs livreurs. En revanche, la concurrence entre les distributeurs s'est reportée sur les produits laitiers MDD qui sont surtout fabriqués par les transformateurs coopératifs.

Bonne tenue des ventes malgré la baisse des promotions

L'encadrement plus strict des promotions n'a visiblement pas découragé les achats des ménages qui ont dépensé davantage de produits laitiers en valeur. Le chiffre d'affaires de la grande distribution en ventes de produits laitiers aux ménages a en première lecture progressé au même rythme qu'en 2018 (+2,9% d'une année sur l'autre sur douze mois glissants d'octobre 2018 à septembre 2019 d'après IRI), sous l'effet d'une hausse analogue du prix moyen annuel des produits laitiers commercialisés. Cependant, les dépenses effectives des ménages ont probablement davantage progressé en valeur de même que le prix moyen des produits laitiers achetés, car les données IRI ne déduisent pas les promotions consenties dont les moindres recettes sont supportées par les fournisseurs. Les volumes achetés ont cependant baissé au même rythme qu'en 2018, de -1,7% d'une année sur l'autre sur douze mois glissants jusqu'en septembre 2019.

Lait de vache » Consommation »

Les ménages français achètent toujours moins de produits laitiers, mais dépensent plus

Les GMS (drive compris) ont accru leurs ventes de produits laitiers, de +2,9% sur douze mois glissants se terminant en septembre, malgré une baisse des volumes achetés de -1,7%, selon IRI-CNIEL. Tous produits confondus, le prix moyen a bondi de 4,7% d'une année sur l'autre essentiellement grâce à la hausse des prix du beurre et de la crème.

La dé-consommation de laits conditionnés se poursuit

Les ventes de laits conditionnés par les circuits modernes ont encore reculé de -2,3% en volume sur les 12 derniers mois glissants se terminant en septembre d'après IRI-CNIEL. Cependant les ménages ont presque dépensé autant (-1% /2018 sur douze mois glissants) grâce à une sensible montée en gamme des produits achetés : le prix moyen des ventes a progressé de +2,1% sur la même période. Les ménages français achètent davantage de laits bio (+4,9% /2018), de laits dé lactosés (+0,8%), mais aussi de laits démarqués hors signe de qualité (sans aliments OGM, au pâturage) dont le succès contribue à réanimer ce rayon longtemps déprimé. En revanche, ils délaissent les briques de lait standard (encore le cœur du rayon), de même que les laits frais (-3,2% /2018 sur 9 mois) qui ne représentent plus que 3% des volumes vendus en grande surface.

Ultra-frais toujours déprimé

La consommation d'ultra-frais est également baissière (-1,7% /2018 en volume sur 12 mois glissants jusqu'en septembre), même si elle progresse sensiblement en valeur (+0,8% /2018 sur la même période) grâce une nette hausse des prix de vente (+2,6% /2018). Dans cet univers, les trois-sous familles de produits poursuivent des trajectoires contrastées :

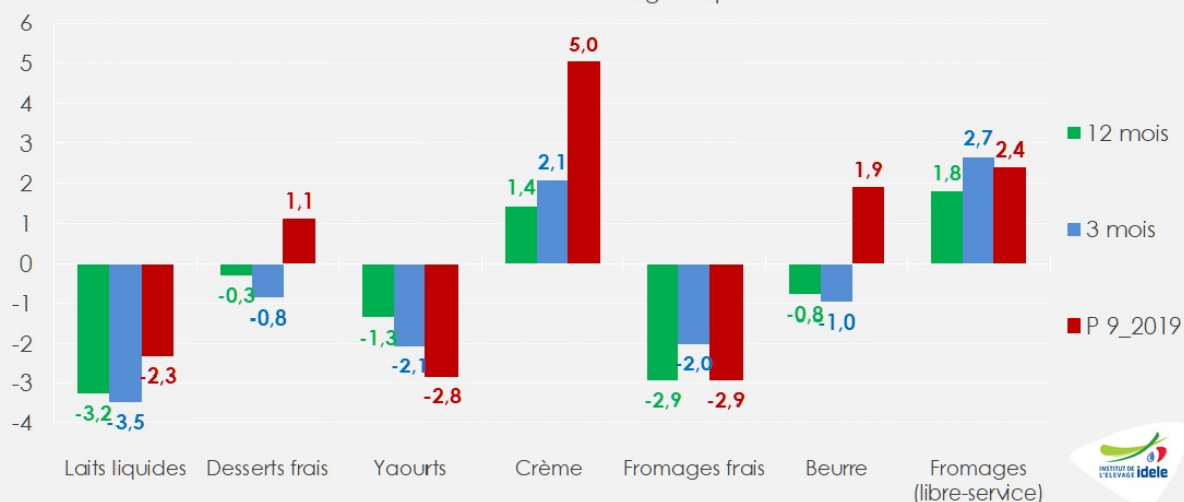
Le déclin de la consommation de yaourts se poursuit (-1,3% /2018 sur 12 mois). D'un côté, les ménages boudent les yaourts aux fruits (-4,4%), les allégés (-15%), de même que les bifidus (-4%). De l'autre, les yaourts à la grecque ont le vent en poupe, mais les volumes supplémentaires sont loin de compenser les pertes de volume des yaourts classiques.

Les ventes de fromages frais sont encore plus délaissés (-2,9% /2018 en volume sur 12 mois glissants).

En revanche, le rayon des desserts se porte mieux grâce au dynamisme des entremets. Les ventes ne baissent pratiquement plus en volume, grâce à la diversification de l'offre. En revanche, les liégeois, les crèmes desserts et laits sont toujours boudés par les ménages.

Evolution des volumes vendus en GMS en France (% /N-1)

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après IRI-CNIEL



Consommation contrastée de matière grasse laitière

Les ventes de beurre ont repris durant l'été dernier (+2% /2018), avec des prix au détail toujours bien supérieurs à ceux de l'an dernier (+7% /2018). Malgré ce sursaut, les volumes commercialisés s'effritent légèrement d'une année sur l'autre (-0,8% /2018). La persistance de prix élevés au détail (+9% /2018 sur 12 mois glissants) finit par se répercuter sur les volumes achetés.

En revanche, les ventes de crèmes sont toujours dynamiques en volume (+1,4% /2018 sur 12 mois glissants) comme en valeur (+7,3%), sous l'effet d'une nouvelle hausse des prix (+5,8% sur 12 mois glissants). Les ménages achètent toujours plus de crèmes UHT (segment le plus dynamique). Ils maintiennent leurs achats de crème fraîche (stables en volume), mais dont la composition évolue au profit des crèmes allégées (+4%), désormais 30% du poids total des crèmes fraîches) et au dépens de la crème fraîche standard (-1,6%).

Ventes de fromages toujours dynamique

Enfin, les ventes de fromages au rayon libre-service demeurent dynamiques en volume (+2% d'une année sur l'autre sur douze mois glissants) et encore plus en valeur (+4,4%) grâce à des prix en hausse. Presque toutes les familles de fromages sont dans le vert. Seules les pâtes molles et persillées sont en léger repli, respectivement -0,8% et -1,2%.

Le cours de l'agneau remonte et atteint son niveau de 2018

Après une stabilisation début octobre en-deçà du niveau des années précédentes, le cours de l'agneau français redresse depuis la semaine 41 (se terminant le 13 octobre), conjointement au cours de l'agneau britannique. L'allègement du marché français, grâce à la baisse des importations de viande ovine, ainsi que l'amélioration de la situation au Royaume-Uni tirent la cotation de l'agneau vers le haut.

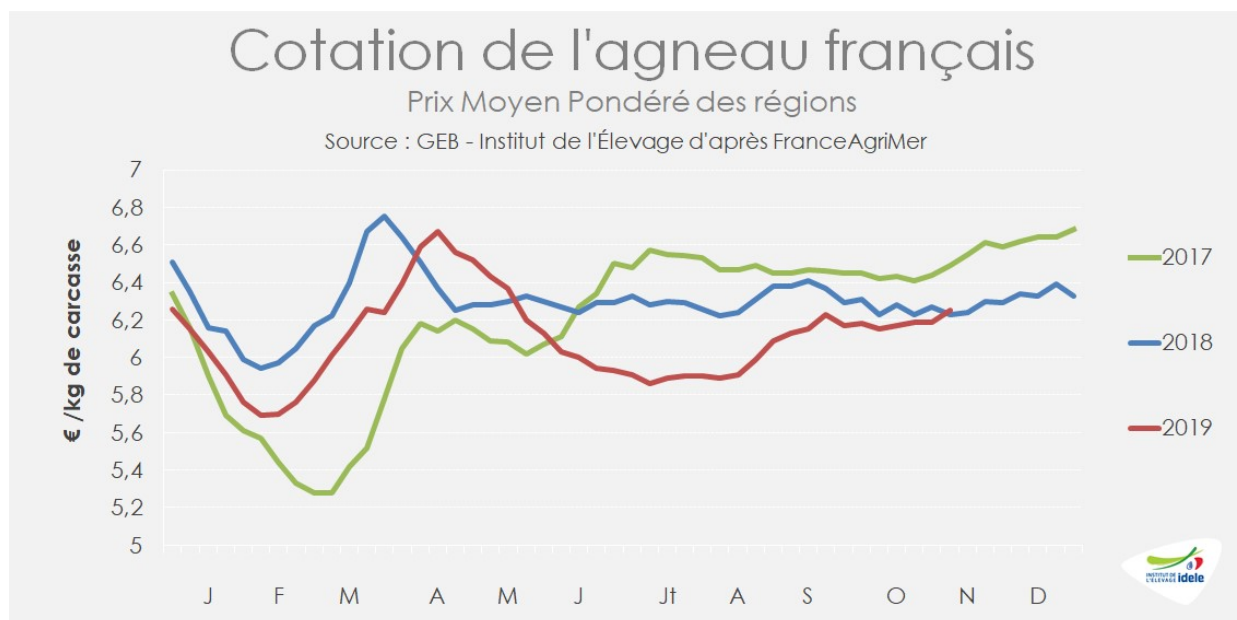
Viande ovine »

La cotation de l'agneau français s'est redressée

Tiré par la dynamique de la cotation de l'agneau au Royaume-Uni, le cours de l'agneau français est reparti à la hausse mi-octobre. La baisse des importations durant l'été ainsi que l'appréciation récente (mi-octobre) de la livre sterling ont soulagé le marché français.

Le cours de l'agneau français se redresse suite à l'allègement du marché

Après avoir décroché en mai et juin, la cotation de l'agneau français s'est redressée dès juillet, conjointement à la baisse des importations de viande ovine. Elle a ensuite quelque peu stagné, toujours sous ses niveaux des années précédentes, de mi-septembre à mi-octobre, puis est repartie à la hausse, tirée par l'amélioration conjointe du cours britannique.



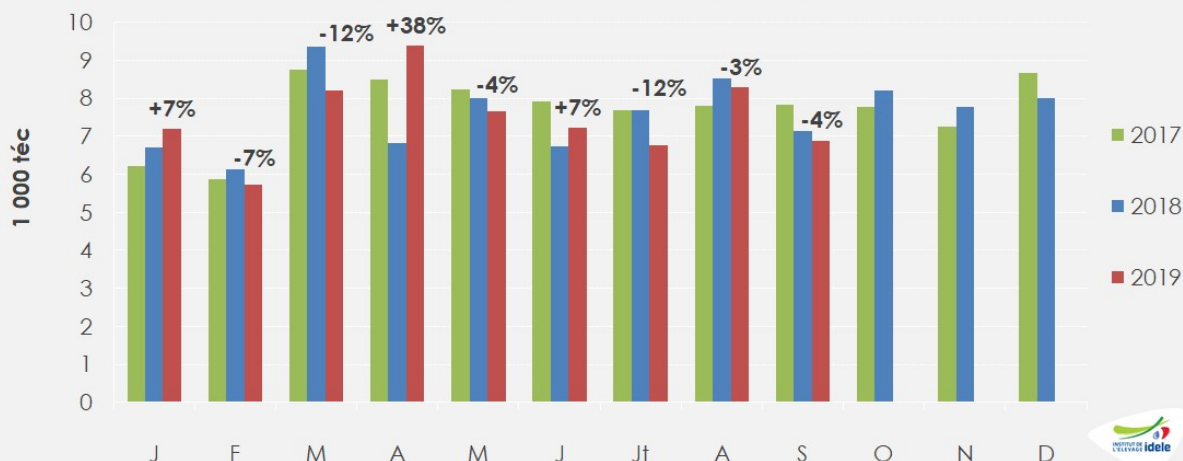
Malgré tout, les cours de l'agneau français restent bas cette année, avec un impact net du Brexit. Dans certaines régions particulièrement touchées par la sécheresse (Centre-Est, notamment), la conjoncture de 2019 est rude : les cours de l'agneau ont atteint leur plus bas niveau (5,92 €/kg en moyenne sur juillet et août 2019 contre 6,29 €/kg en 2018) alors que les élevages doivent supporter des surcoûts alimentaires.

La baisse des importations françaises de viande ovine se poursuit en septembre

Suivant les évolutions de juillet et août, les importations françaises de viande ovine ont de nouveau baissé en septembre, de -3% /2018 (6 900 téc), face à une production française en hausse. Les achats de viande britanniques sont stables d'une année sur l'autre en provenance du Royaume-Uni et sont en baisse en provenance d'Irlande (-17%) et de Nouvelle-Zélande (-13%). L'Espagne profite de la situation pour accroître ses envois de façon importante (+29% /2018). Au total, de janvier à septembre, les importations françaises de viande ovine sont en très légère hausse (+0,8% /2018). La forte hausse des achats de viande britannique depuis le début de l'année parvient tout juste à contrebalancer les moindres importations en provenance de Nouvelle-Zélande, d'Irlande et d'Espagne.

Importations françaises de viande ovine

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après les Douanes françaises



Il est probable que les importations du mois d'octobre restent sur une évolution baissière, compte-tenu du léger essoufflement de la dynamique à l'export du Royaume-Uni et du net recul des envois néozélandais vers les pays de l'Union européenne.

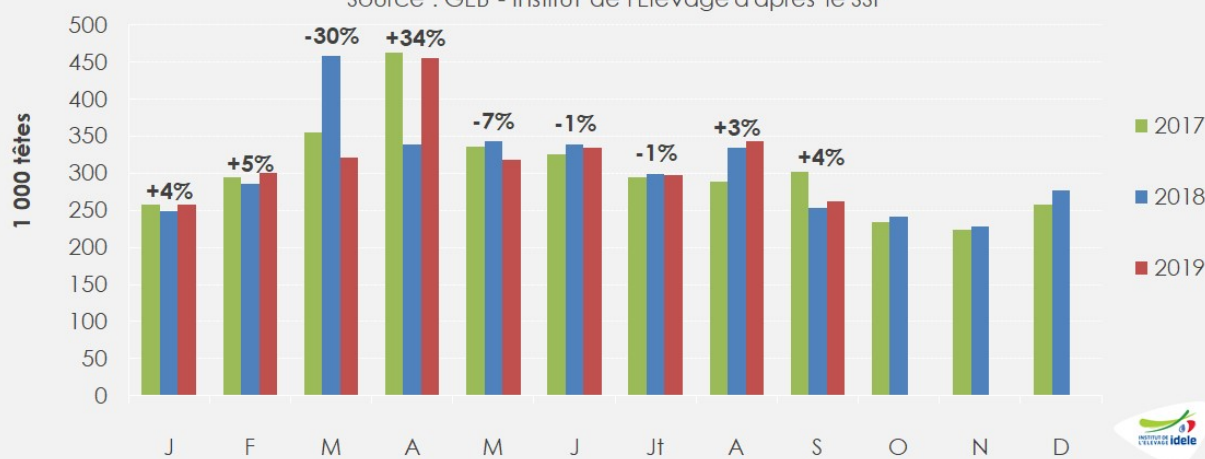
Des abattages qui restent dynamiques

Après un mois d'août conforté par la célébration de l'Aïd, les abattages d'agneaux sont restés haussiers en septembre (+4% /2018), à 263 000 têtes. Les agneaux se sont aussi très légèrement alourdis, passant de 18,5 à 18,7 kg de poids moyen de carcasse. Les abattages d'ovins adultes ont de nouveau légèrement baissé en septembre 2019 (-1% /2018), après deux mois stables (abattages équivalents à ceux de juillet et août 2018), retrouvant la légère tendance baissière depuis janvier. Leur poids de carcasse est également en légère hausse, à 26,1 kg en moyenne.

La consommation française estimée par bilan, qui rend compte de la viande ovine disponible, est stable en septembre, après avoir légèrement progressé depuis janvier (+1% /2018 sur les neuf premiers mois).

Abattages contrôlés d'agneaux en France

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après le SSP



En revanche, d'après le panel Kantar, les achats des ménages français (hors Restauration Hors Domicile et viande ovine dans les plats élaborés) sont en nette baisse sur neuf mois, de -6,5% /2018. Cette divergence d'évolution soulignerait logiquement une hausse de la consommation de la viande ovine dans la RHD et/ou les plats préparés.

En cumul de janvier à septembre 2019, la production française d'ovins (agneaux et réformes) est en léger retrait (-0,6% soit -20 900 têtes) d'une année sur l'autre. La production d'agneaux finis est en légère hausse (+1%, soit +30 500 têtes), tandis que les abattages d'ovins de réforme reculent (-11% soit -51 400 têtes).

Des envois d'ovins vifs particulièrement dynamiques vers l'Italie

Depuis le début de l'année, les exportations d'agneaux vifs comme d'ovins adultes vont de bon train. En cumul sur 9 mois, les ventes d'agneaux ont augmenté de +10% /2018, soit environ + 14 000 têtes. Si les envois vers l'Espagne, 1^{er} client de la France en agneaux vif, sont stables, les envois vers l'Italie ont quant à eux légèrement augmenté, passant sur 9 mois de 18 000 têtes en 2018 à 19 000 en 2019. L'ouverture du marché israélien en début d'année a aussi participé à cette progression puisqu'il a permis (février + juin) l'expédition de 17 300 agneaux supplémentaires jusque-là. D'autres envois vers cette destination du Moyen-Orient sont attendus pour la fin d'année.

Du côté des ovins de réforme, les exportations ont bondi + 24% /2018 toujours sur 9 mois (+9 000 têtes). La hausse conséquente des envois vers notre 1^{er} client, l'Italie (+53% soit + 11 000 têtes), contrebalance largement la chute vers l'Espagne (-22 % soit -3 500 têtes).

Le dynamisme des envois d'ovins vifs français cette année est donc majoritairement dû au dynamisme des achats italiens.

Viande ovine » UE et monde »

Forte demande et disponibilités limitées

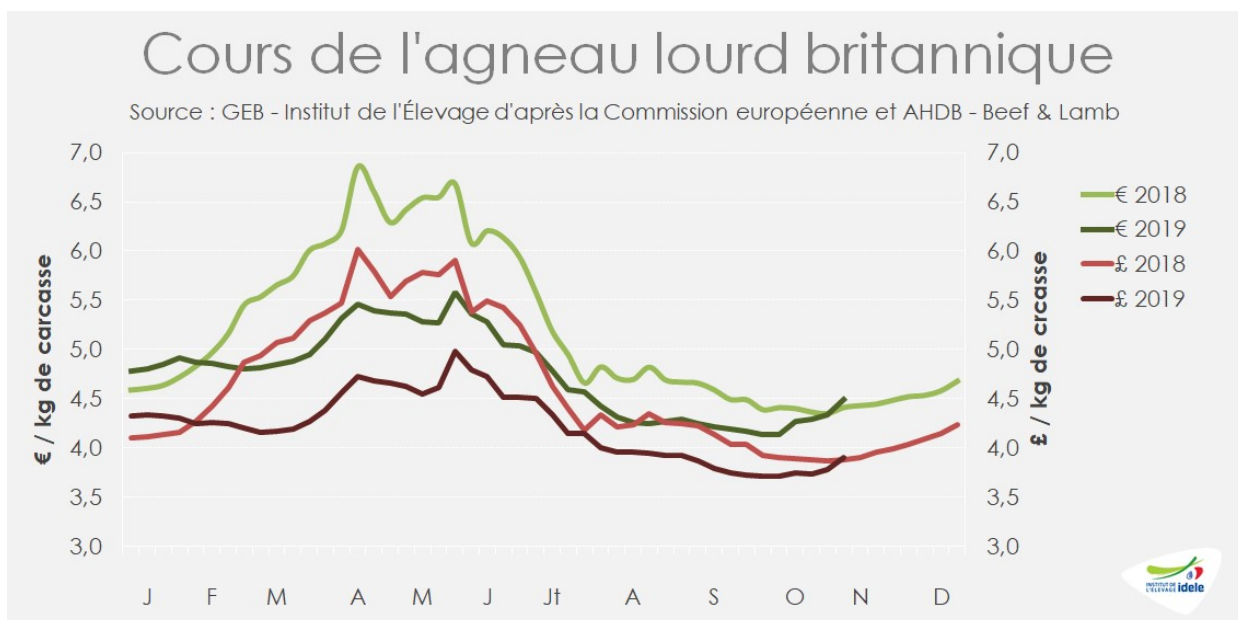
Tandis que la conjoncture s'améliore doucement depuis mi-octobre au sein de l'Union européenne, les conditions en Océanie ne permettent pas d'apporter sur le marché mondial autant de viande ovine que les années précédentes, face à une demande internationale en produits carnés pourtant croissante.

ROYAUME-UNI : le cours de l'agneau britannique a progressé et rejoint son niveau de 2018

A partir de la semaine 41 (se terminant le 13 octobre), le cours de l'agneau britannique s'est envolé pour dépasser ses niveaux de 2017 et 2018 un mois plus tard, s'établissant à 4,38 €/kg en semaine 45. Deux facteurs principaux permettent d'expliquer cette hausse du cours de l'agneau au Royaume-Uni : un désengorgement récent du marché ainsi que l'appréciation, toute aussi récente, de la monnaie britannique.

Depuis le début de l'année, plus particulièrement en mars-avril, la filière ovine britannique essaie de profiter au maximum de l'accès au marché communautaire (à douane nul) en abattant et exportant de façon dynamique. Cette croissance de la production et des envois n'est pas sans conséquence sur le cheptel britannique, en forte baisse.

Parallèlement, alors que cette année les agneaux britanniques étaient abattus avec des poids de carcasse en moyenne plus élevés que l'année précédente, le poids moyen des carcasses a cessé de croître en septembre. L'incertitude entourant le Brexit, initialement programmé le 31 octobre, aurait probablement encouragé certains éleveurs à vendre plus tôt, et donc légèrement sous-finis, leurs agneaux.



Les importations britanniques de viande ovine sont quant à elles toujours ralenties, de -26% /2018 en août et de -17 % sur 8 mois. Le retrait de la viande ovine néozélandaise du marché britannique au profit du marché chinois (plus rentable) explique cette baisse.

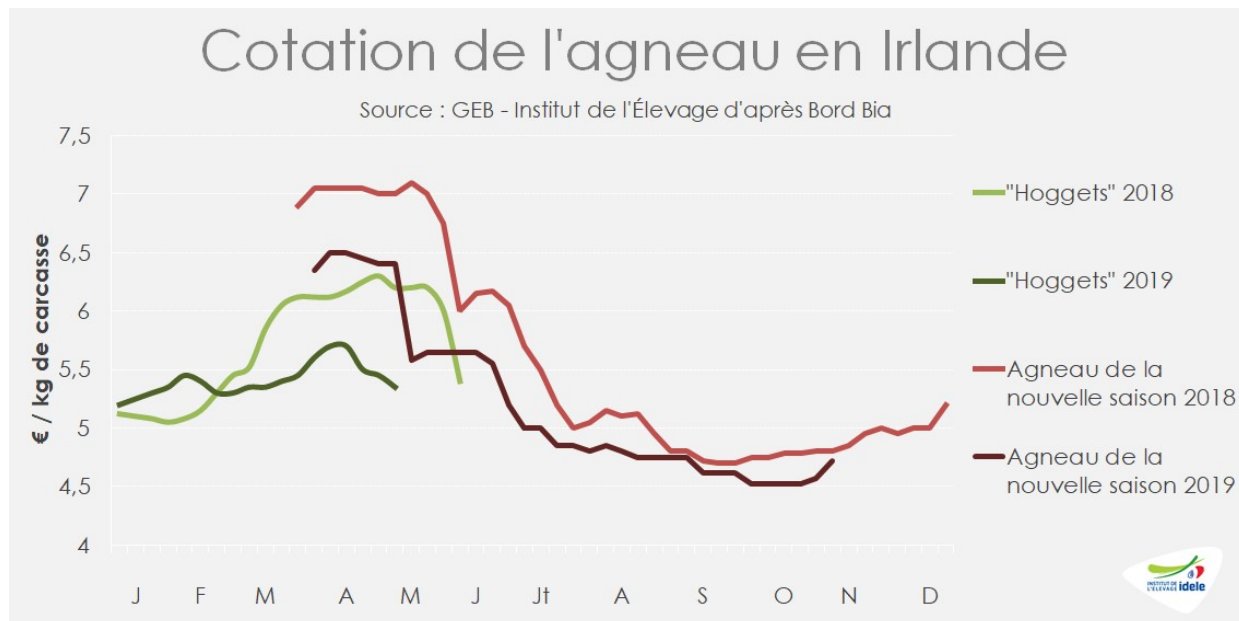
La livre sterling s'est appréciée mi-octobre, suite à l'annonce d'un nouvel accord entre le gouvernement britannique et le Conseil européen. Même si le Parlement britannique ne l'a pas encore adopté, les investisseurs étrangers semblent rassurés. Malgré les nombreuses incertitudes sur l'issue du Brexit, la livre oscille entre 1,15 et 1,17 euro, une parité plus élevée que l'an passé à la même période.

Toutefois, le cours de l'agneau britannique étant étroitement corrélé à la parité de la livre sterling par rapport aux monnaies des principaux partenaires commerciaux, la situation n'est pas tout à fait stabilisée puisqu'il reste des étapes à franchir avant le 31 janvier 2020, date du nouveau report du Brexit. Les élections législatives anticipées du 12 décembre vont être décisives et pourront potentiellement de nouveau inquiéter (ou rassurer) les investisseurs étrangers, responsables du sort de la livre.

IRLANDE : le cours de l'agneau irlandais s'élève nettement début novembre

En Irlande, le cours de l'agneau, bien qu'avec un peu de retard par rapport aux cours britannique et français, a lui aussi enregistré une hausse conséquente, gagnant +0,20 €/kg les deux premières semaines de novembre. En semaine 45, à 4,72 €/kg, il se situe 8 cts sous son niveau de 2018, mais a rejoint son niveau de 2017.

Les cours sont tout de même restés bas cette année, car impactés par la situation des deux principaux clients à l'export que sont la France et le Royaume-Uni (pour rappel, l'Irlande exporte près de 75% de sa production nationale et réalise 60% de ses exportations totales vers deux destinations : le Royaume-Uni suivi de la France).



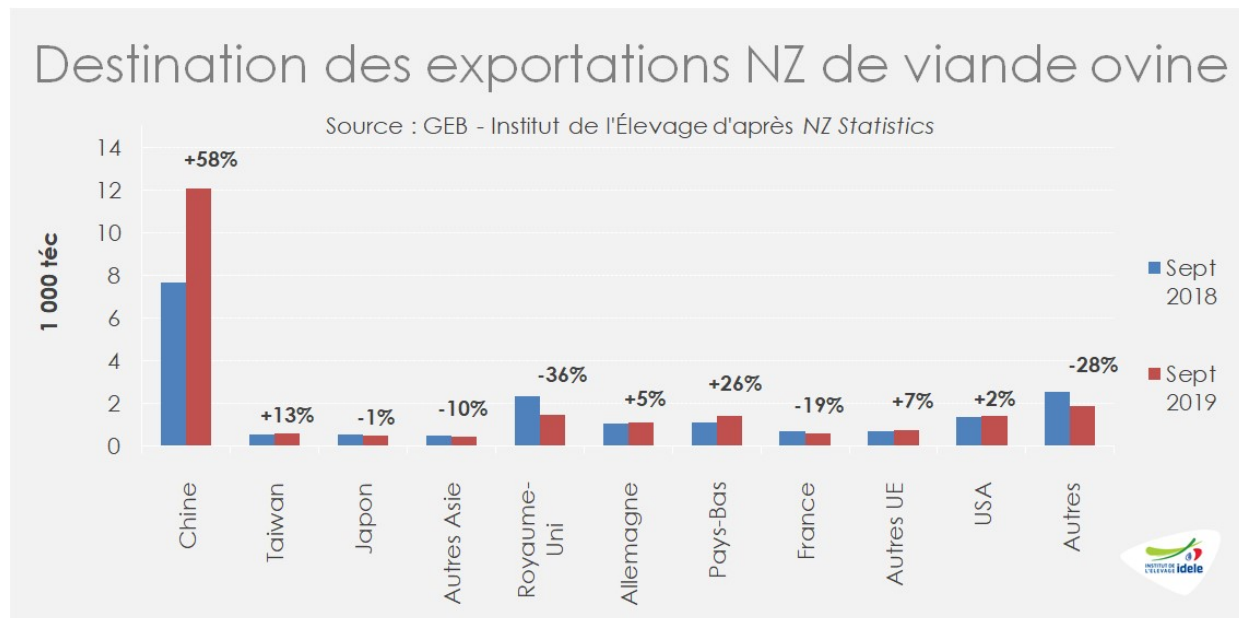
Les abattages d'agneaux en Irlande sont toujours ralentis en septembre et octobre, dans la tendance depuis le début de l'année (-6% d'agneaux abattus sur 10 mois, soit -117 000 têtes). Les abattages de réformes sont en chute libre, en baisse de 35% sur ces 10 mois (-145 000 têtes).

Malgré des abattages réduits, la forte hausse des importations de viande ovine (+28% soit +1 020 téc) sur 9 mois participe au dynamisme des envois irlandais (+4% soit +1 600 téc) sur la même période. Néanmoins, la hausse des envois ne s'est pas faite comme l'an passé. L'engouement de nombreux pays importateurs de viande ovine pour celle d'origine britannique, très attractive cette année (France, Allemagne, Belgique, Pays-Bas), a été défavorable aux envois irlandais vers ces mêmes pays. Dans le même temps, l'Irlande a surtout accru ses envois vers les Royaume-Uni, poussés par la peur d'un Brexit dur.

NOUVELLE-ZÉLANDE : Rebond des exportations en septembre

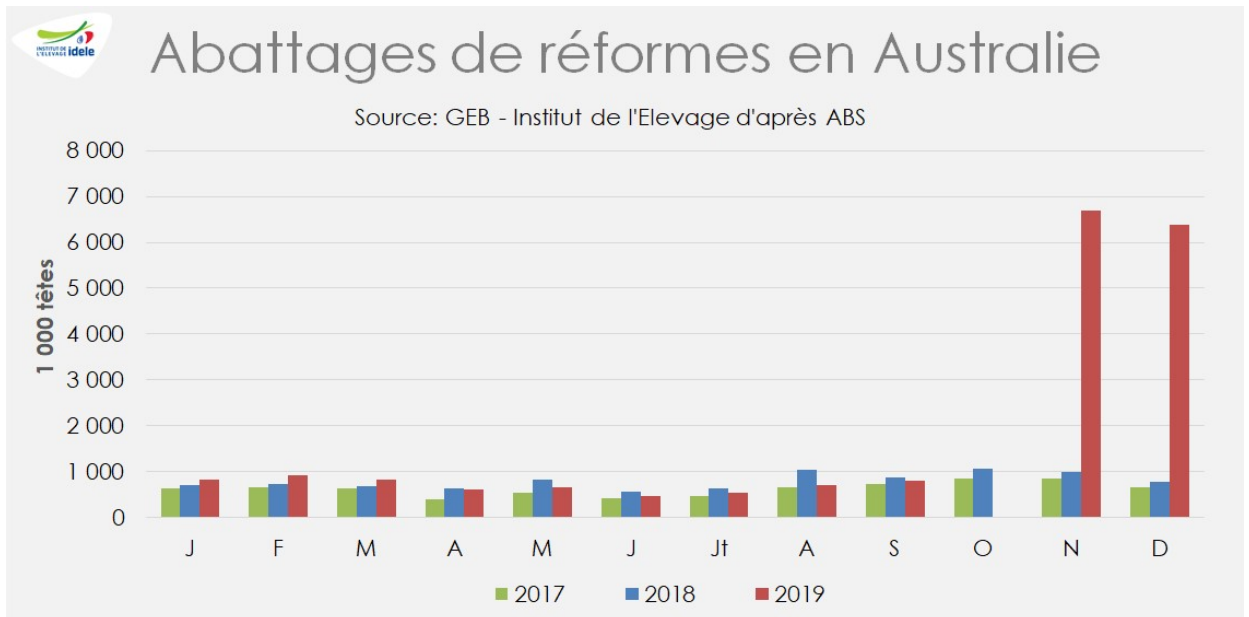
En Nouvelle-Zélande, la hausse de la production de viande ovine, entamée en août (+ 9% /2018), s'est prolongée en septembre (+10% /2018 ; soit + 2 300 téc). Cependant, la production cumulée sur 9 mois reste faible (-5% /2018), reflet de la décapitalisation en cours en Nouvelle-Zélande qui diminue de façon conséquente le disponible en viande ovine et fait ainsi grimper les prix, face à une demande internationale toujours très vive.

Après avoir baissé sur 8 mois, les exportations ont repris en septembre (+17 % /2018), tirées sans surprise par la Chine qui absorbe 50% des ventes de viande ovine néozélandaise depuis le début de l'année.



AUSTRALIE : la sécheresse fait flamber les prix

L'Australie est maintenant en proie depuis deux ans à une sécheresse décrite par ses habitants comme sans précédent, pourtant habitués à ces anhydries fréquentes au sein du continent le plus sec du monde. L'ampleur du phénomène est telle que l'Australie va devoir importer du blé, ce qui n'était pas arrivé depuis 10 ans... Certains producteurs d'ovins laine réforment faute de fourrages. La répétition de sécheresse depuis plusieurs années a fortement amputé le cheptel ovin australien, si bien que les abattages d'ovins (agneaux et réformes) sont en retrait par rapport au haut niveau de 2018 (-5 % sur 9 mois), mais supérieurs de +3% /2017.



Face à une offre en recul et une demande très forte en viande ovine à l'international, le prix de la viande ovine australienne s'est apprécié de +17% entre les saisons 2017-18 et 2018-19.

Le cours de l'agneau australien devrait continuer de croître face. La production d'agneaux finis devrait encore reculer et ce d'autant plus si les conditions climatiques redeviennent plus favorables à un processus de reconstitution du cheptel national.

Le déficit de ressource laitière tire le marché

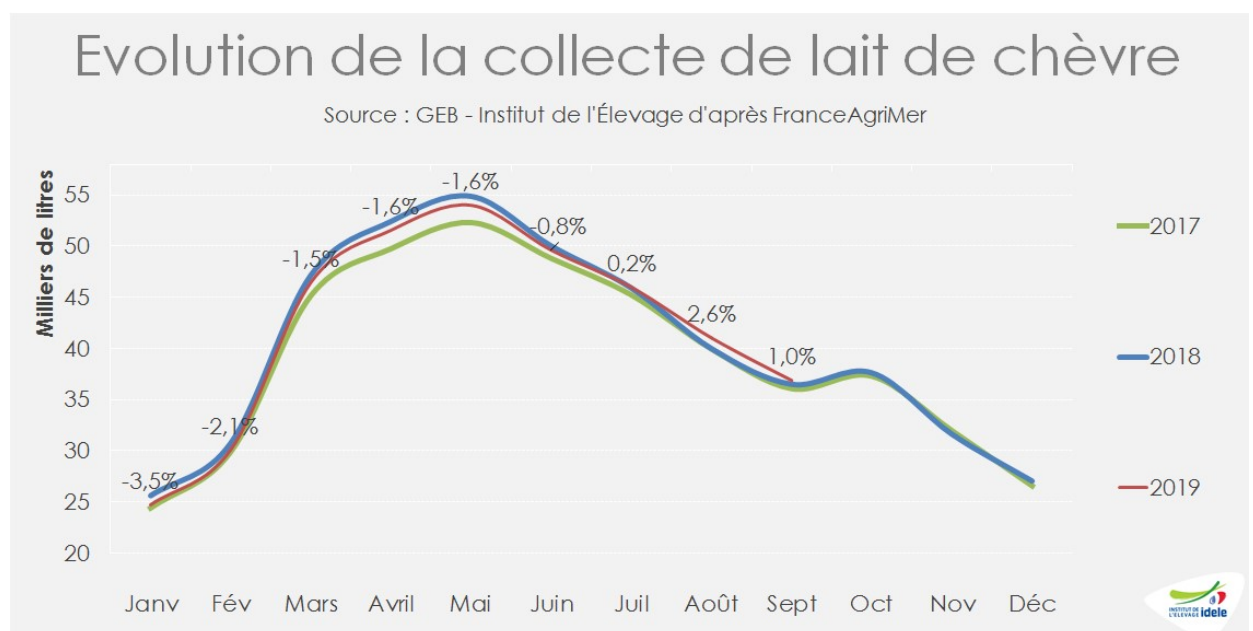
Face à une collecte peu dynamique, bien qu'orientée positivement depuis la fin de l'été, et des importations au plus bas, l'approvisionnement des transformateurs français a connu une réduction drastique depuis le début de l'année. S'ils ont malgré tout réussi à préserver le marché domestique jusqu'au 3^{ème} trimestre, au détriment de la reconstitution des stocks et des volumes exportés, la situation devrait encore se tendre en fin d'année.

Simultanément, le prix du lait au producteur a connu une hausse, attendue depuis le début de l'année, face à la hausse des charges en élevage.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre - France »

La baisse de collecte ralentit, mais l'approvisionnement reste tendu

La collecte de lait de chèvre s'est enfin orientée à la hausse depuis la fin de l'été et devrait progressivement rattraper le retard accumulé depuis le début de l'année. Néanmoins, face à l'effondrement des importations et des stocks, le marché devrait encore se tendre en fin d'année.

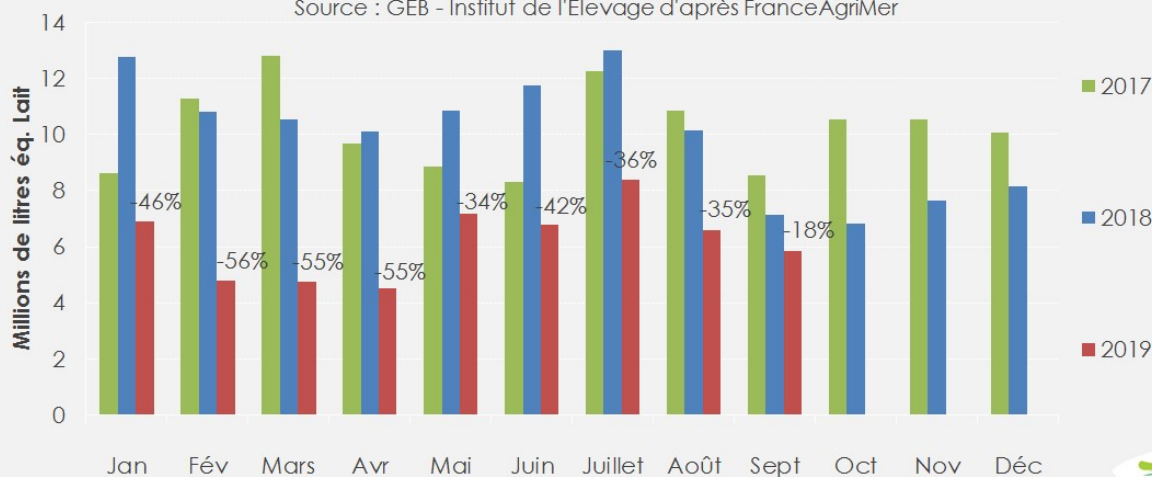


La collecte française se redresse... enfin !

A 380 millions de litres cumulés à septembre, la collecte de lait de chèvre a enregistré un repli de 0,7% d'une année sur l'autre, soit un déficit de 2,9 millions de litres. Elle semble cependant sur le point de rattraper le retard accumulé depuis le début de l'année. Après un démarrage laborieux au 1^{er} semestre (-2%), en lien avec la médiocre qualité des fourrages et un important décalage des naissances, elle s'est enfin redressée en fin d'été. Certes, le rattrapage est plus tardif que prévu : la collecte est restée baissière après le pic de collecte, en juin (-0,8%), et s'est à peine stabilisée en juillet (+0,2%), deux mois marqués par de sévères canicules qui ont impacté les lactations. Mais elle a progressé de 2,6% en août et de 1% en septembre. Cette reprise est positive dans le contexte actuel de manque de lait de chèvre, mais elle reste insuffisante pour assurer la fourniture du marché. En outre, elle a lieu en période de « creux » de collecte : elle doit au moins progresser de 2,5% au dernier trimestre pour égaler le niveau de 2018. Régionalement, si la collecte s'est orientée positivement dans la plupart des régions, la Nouvelle-Aquitaine, principal bassin, et le Centre- Val de Loire, connaissent toujours une baisse marquée en cumul sur 9 mois, respectivement de 3% et 4%. Les régions de Rhône-Alpes et d'Occitanie se sont stabilisées. Les autres ont connu une dynamique beaucoup plus positive, en particulier dans les Pays de la Loire (+3% /2018).

Importations mensuelles de produits de report caprins

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

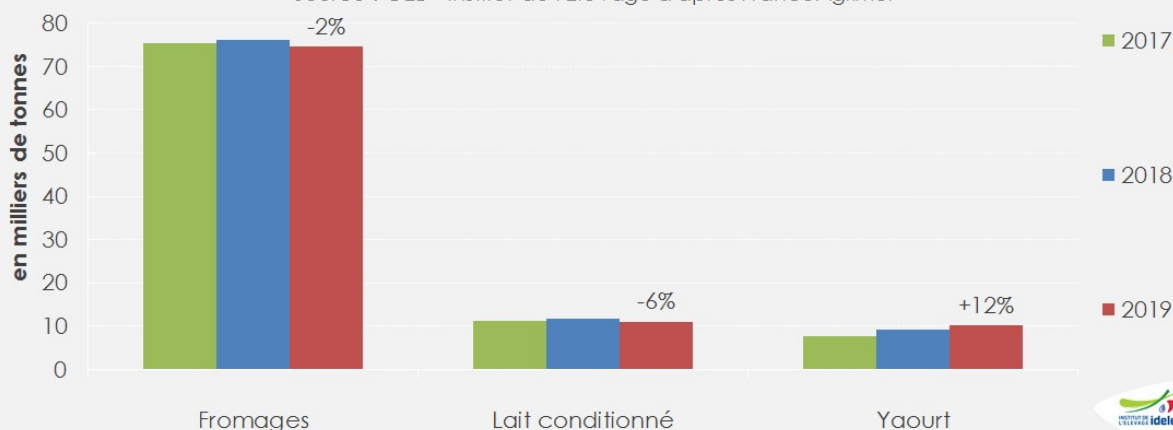


Des importations toujours en chute

Si la collecte de lait de chèvre s'est enfin redressée en France, l'approvisionnement des transformateurs (collecte et importations) est resté très largement impacté par la chute des importations. A un peu moins de 56 millions de litres cumulés sur 9 mois, elles se sont effondrées de près de 43% par rapport au niveau très élevé de 2018, soit un déficit de 41 millions de litres ! Certes, le mois de septembre montre une baisse moins prononcée que les mois précédents (-18%), tendance qui annonce probablement une reprise des achats transfrontaliers en fin d'année pour combler le manque de matière première. Mais les disponibilités européennes semblent toujours tendues : d'un côté, la collecte de lait de chèvre en Espagne, premier fournisseur des importations françaises, a chuté de 4% depuis le début de l'année, limitant les disponibilités. De l'autre, le prix du lait s'est envolé de 26% sur la péninsule ibérique, et, cumulé aux frais d'approche nécessaires au transport en France, a rendu le lait espagnol beaucoup moins intéressant pour les transformateurs. Ainsi, à 436 millions de litres cumulés à septembre, l'approvisionnement des industriels a chuté de près de 9% d'une année sur l'autre (-44 millions de litres).

Fabrications de produits caprins en cumul à septembre

Source : GEB - Institut de l'Élevage d'après FranceAgriMer

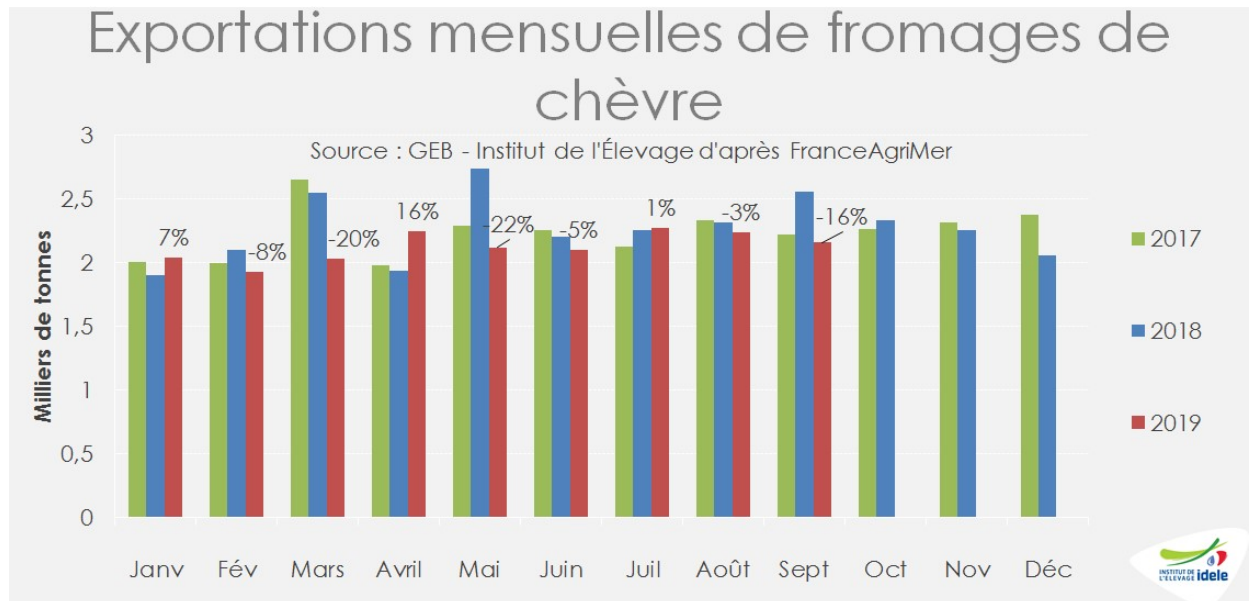


Malgré l'utilisation intense des stocks, les fabrications de produits caprins ont baissé

Les fabrications de produits caprins ont largement souffert de la baisse des approvisionnement. A 75 000 t en cumul sur 9 mois, les volumes de fromages de chèvre se sont repliés de 2%, soit 1 400 t de moins qu'en 2018. Même constat pour les fabrications de lait liquide conditionné, qui ont baissé de 6%, à 11,1 millions de litres. Seules celles de yaourts, produit très bien valorisé en GMS, ont progressé de 12%, à 10 500 t. Pourtant, les transformateurs ont tenté de limiter la baisse des fabrications grâce à une faible reconstitution des stocks de produits de report. A 4 560 t fin septembre, ils ont baissé de 43% d'une année sur l'autre et se retrouvent à un niveau historiquement bas pour un mois de septembre. Généralement très mobilisés en période de creux de collecte, ils devraient faire défaut aux fabrications de fin d'année et les disponibilités en fromages de chèvre en fin d'année devraient faire défaut.

Une demande domestique préservée, au détriment des exportations

La demande française en fromages de chèvre a été très dynamique en début de l'année. Les achats des ménages ont connu une progression moyenne de 2,6% au 1^{er} semestre selon le panel IRI-CNIEL, alors même que le prix moyen de vente progressait de 2,3%. Néanmoins, face à la baisse des disponibilités, les achats des ménages semblent s'orienter à la baisse depuis la fin de l'été (-2% sur la période P8). Si elle devrait s'orienter à la baisse en fin d'année, faute de disponibilités, la consommation française a été jusqu'ici relativement préservée. Les transformateurs ont en effet concentré leurs ventes sur le marché domestique, au détriment des exportations. A 19 100 t en septembre, ces dernières ont ainsi baissé de près de 7%* d'une année sur l'autre (-1 400 t).

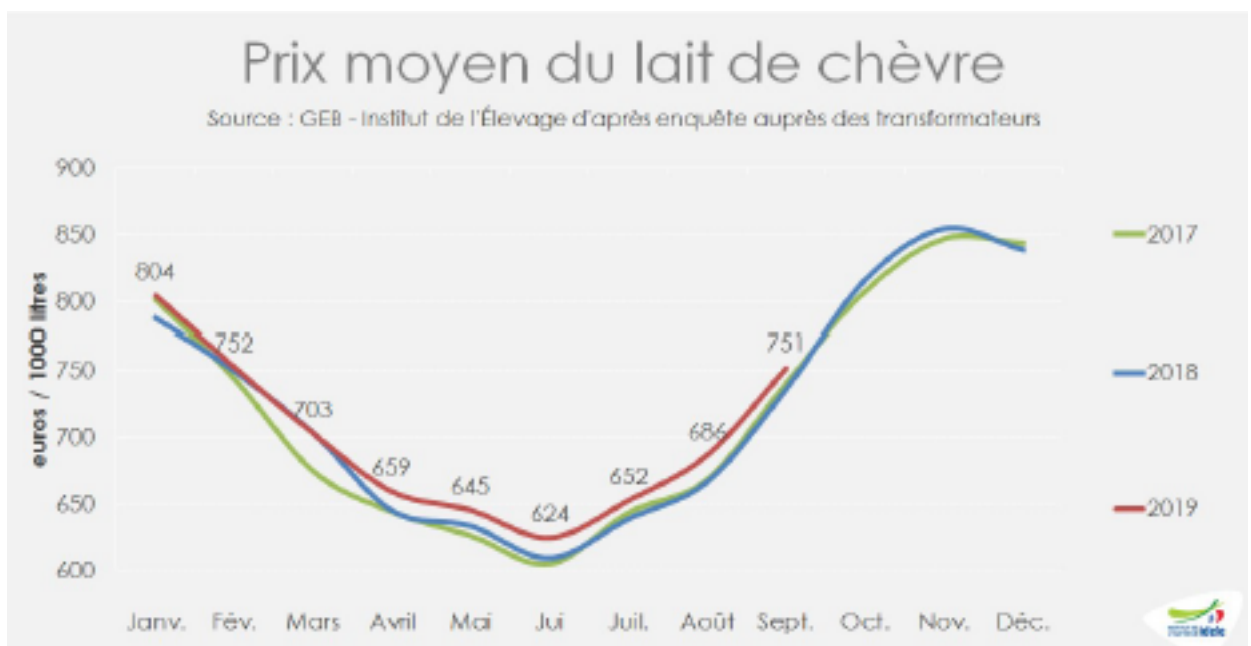


*A noter, les données d'exportations de 2018 ont été très nettement revues à la baisse par FranceAgriMer lors de la publication des données de septembre. Le volume exporté en 2018 avait ainsi atteint 27 000 t, avec une progression de 1% /2017, plus cohérente que les 33 000 t affichées précédemment (+24% /2017).

Lait de chèvre et viande » Prix du lait de chèvre »

Légère revalorisation du prix de base du lait de chèvre

Le prix du lait de chèvre s'est enfin orienté à la hausse, tiré à la fois par la hausse du prix de base et par l'amélioration de sa composition. Si cette progression est positive, elle reste cependant tardive et encore très inférieure à la hausse des charges en élevage connue depuis 2018.

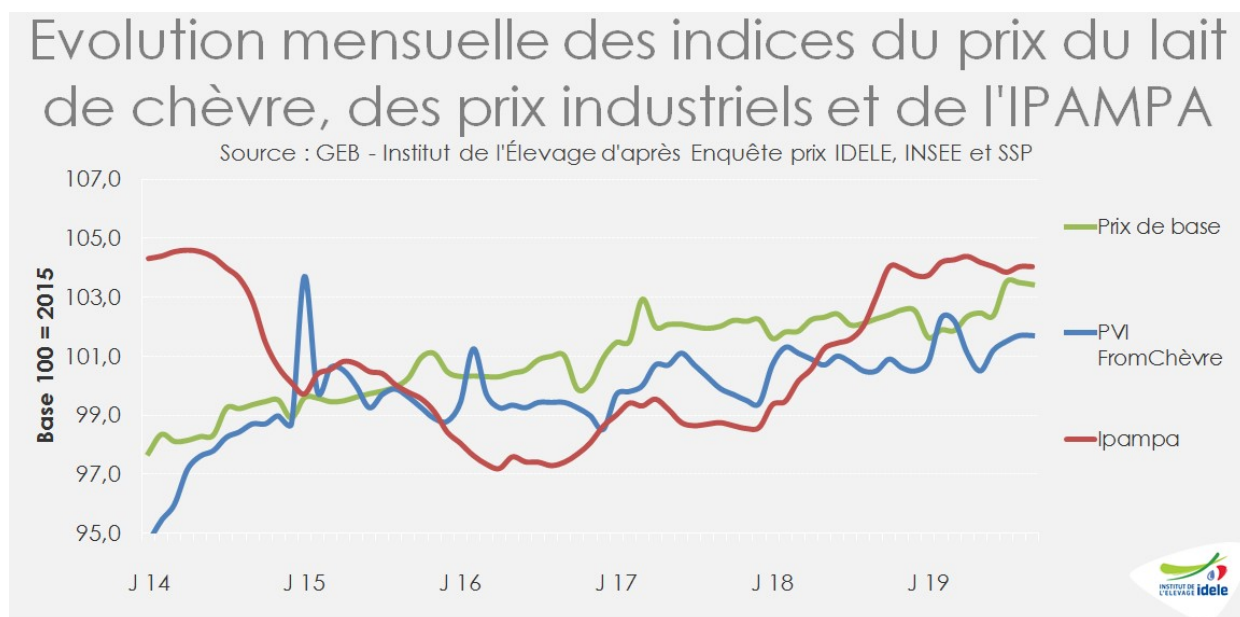


Un prix de base légèrement revalorisé au 3^{ème} trimestre

Après plus de deux ans et demi sans évolution, le prix de base du lait de chèvre (à la composition standard 35MG / 30MP en vigueur au 1^{er} janvier 2015) a connu une hausse moyenne de 9 € au 3^{ème} trimestre, à 672 €/1 000 litres (+1,4% /2018). Cette augmentation a été relativement homogène entre les différents bassins de production, comprise entre +9 € dans le Centre et le Centre-Ouest et +11 € dans le Sud-Ouest et le Sud-Est. Si elle constitue un coup de pouce intéressant pour les éleveurs, elle reste relativement faible et tardive au regard de l'évolution des charges en élevage : le prix moyen pondéré sur 9 mois n'a progressé que de +4 € d'une année sur l'autre (+0,7% /2018).

L'amélioration de la composition a boosté le prix payé...

Si la progression du prix de base est restée modeste, le prix payé aux éleveurs a bénéficié de l'amélioration très nette de la composition du lait. Les taux ont en effet évolué très positivement depuis le début de l'année, dans toutes les régions. Au 3^{ème} trimestre, le taux butyreux a gagné 0,3 g, à 35,1 g/l et le taux protéique a grimpé de 0,4 g, à 32,8 g/l. Cette amélioration est le résultat d'un effet de « concentration » du lait, en lien avec la baisse des rendements laitiers consécutive aux canicules estivales. Elle s'est traduite par une progression du prix moyen payé de +17 € d'une année sur l'autre, à 694 €/1 000 litres (+2,5% /2018).

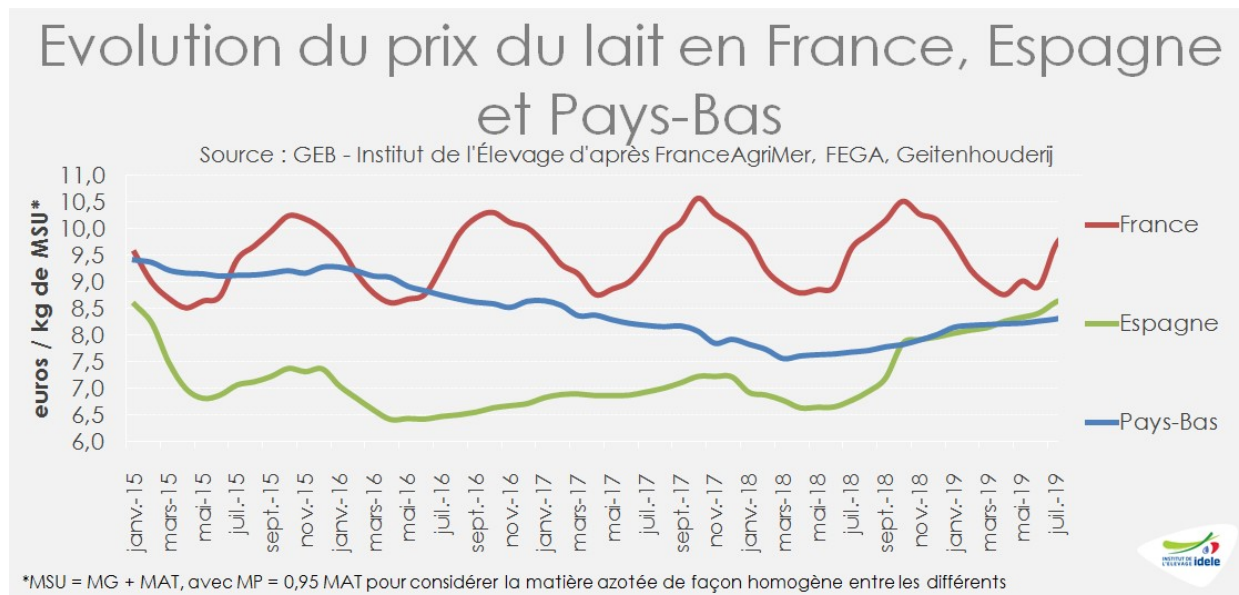


...mais les charges en élevage ont davantage progressé

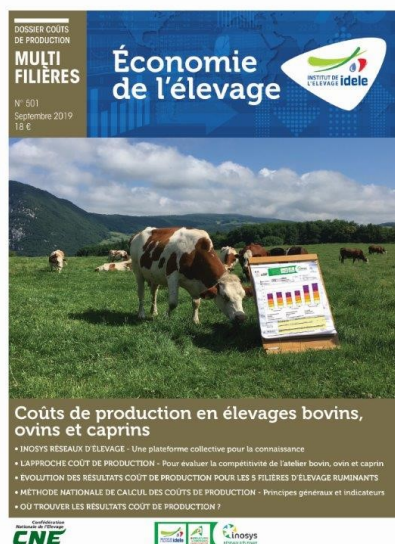
Le prix des charges en élevage, après une hausse régulière à partir du second semestre de 2018, semble se stabiliser à un niveau élevé. A l'indice 104,0 en moyenne au 3^{ème} trimestre (base 100 = 2015), l'IPAMPA lait de chèvre s'est ainsi positionné 2% au-dessus du niveau de 2018 et 5% sur celui de 2017. L'alimentation achetée, principal poste (50% des charges indicées), a augmenté de 2% par rapport à 2018. L'ensemble des postes secondaires se sont également orientés à la hausse, exception faite du poste énergie et lubrifiants (-3%), qui représente 6% des charges indicées et se caractérise par une grande volatilité. En plus de cette hausse des prix, de nombreux éleveurs doivent acheter davantage de fourrages après deux années consécutives marquées par d'intenses sécheresses.

Un prix toujours haussier chez nos voisins européens

Face à la baisse des disponibilités en France et en Espagne, le prix du lait de chèvre a très nettement progressé chez nos voisins européens. Il a bondi en Espagne, avec une progression qui s'est accélérée en cours d'année, passant de 17% en janvier à près de 26% en août, à 711 €/1 000 litres... contre 686 €/1 000 litres en France. A noter cependant que, ramené à la Matière Sèche Utile (MSU = MG + MP), le prix espagnol reste inférieur de 13% au prix français. Les éleveurs néerlandais ne sont pas en reste : si le prix du lait néerlandais est passé sous le prix espagnol, il a tout de même progressé de +8% /2018.



Coûts de production en élevages bovins, ovins et caprins



Ce Dossier *Économie de l'Élevage* est plutôt atypique dans l'ensemble de notre collection : il traite davantage de méthodes et de références pérennes que de l'actualité d'une filière. En ce sens, il sera nous l'espérons d'un usage durable pour tous/tes celles et ceux qui ont à se préoccuper des coûts de production, du prix de revient et de la rémunération des éleveurs.

Il s'agit de décrypter des notions qui apparaissent souvent un peu floues aux acteurs de la filière, d'autant qu'elles sont habituellement utilisées dans le langage commun sans que les interlocuteurs n'aient forcément les mêmes notions en tête.

Sur le coût de production des exploitations d'élevage, l'Institut de l'Élevage a élaboré il y a plus de 10 ans, avec le concours des Chambres d'agriculture et grâce à notre expérience commune d'animation des Réseaux d'élevage INOSYS, une méthode précise d'analyse au niveau de l'atelier. Celle-ci est désormais reconnue par la plupart des intervenants en France. Cette méthode est très proche de celle utilisée dans les comparaisons internationales des « systèmes d'élevages types » réalisées par les réseaux IFCN (pour le lait de vache) et Agribenchmark (pour les productions de viandes), dans lesquels Idele est partie-prenante.

L'analyse des coûts de production et du prix de revient est d'abord d'un usage précieux en suivi d'exploitation individuelle et en comparaison de groupes, pour aider les éleveurs à mieux raisonner leurs évolutions de systèmes. Le logiciel COUPROD a été conçu pour cet usage : plus de 430 conseillers ont déjà été formés à son utilisation et près de 13 000 dossiers déjà effectués.

La rémunération des éleveurs est un sujet d'une actualité brûlante, tout particulièrement depuis les États Généraux de l'Alimentation de 2017, la loi EGALIM et les Plans de filière négociés dans la foulée au sein des Interprofessions. Tous font référence à des indicateurs de prix de revient au niveau des exploitations, avec de nombreux débats sur l'échantillon des élevages utilisé pour calculer cet indicateur... Néanmoins, la méthode de calcul détaillée dans ce Dossier a été unanimement adoptée.

Le niveau de rémunération du travail exploitant a été fixé à 2 SMIC bruts par convention, comme dans les autres secteurs agricoles. La référence au SMIC peut-être critiquée, puisque le temps de travail exploitant n'est en rien comparable avec celui d'un salarié. Mais elle permet surtout d'indexer la référence année après année. .

Néanmoins, les différents chapitres de ce document montrent qu'au cours de cette dernière décennie, ce niveau de rémunération est rarement atteint par les éleveurs suivis dans les Réseaux d'élevage, qui rappelons-le se situent pourtant dans le tiers supérieur des résultats de l'ensemble des exploitations d'élevage français. Cela reste un défi majeur pour la pérennité de l'élevage ruminant dans la plupart des régions françaises, à une période de rupture démographique.